

RECENSEMENT DE L'INDUSTRIE DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI

ANNEE 2010-2011

SEPTEMBRE 2012

Cette publication a été produite pour examen par l'Agence des États-Unis pour le développement international. Elle a été préparé pour le projet USAID / HIFIVE par Lhermite François de SMG.

TABLE DES MATIERES

TABLEAUX.....	VII
INTRODUCTION ET RESUME DES CONCLUSIONS	1
I. PANORAMA DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI	5
II. ETUDE SIMILAIRE REALISEE ANTERIEUREMENT	1
III. L'APPROCHE DE RECHERCHE ET METHODE D'ECHANTILLONNAGE	3
IV. PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES TEL QUE COLLECTEES	5
1. CARACTERISTIQUES INSTITUTIONNELLES	5
1. La dimension du personnel des IMF étudiées	5
2. La taille et la couverture du réseau	5
3. L'âge moyen des IMF	5
4. La Taille du bilan.....	5
2. ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF ETUDIEES	7
1. Nombre d'emprunteurs	7
2. Nombre de déposants.....	9
3. Volume d'épargne.....	10
4. Volume du crédit : Répartition en fonction du sexe des bénéficiaires et du type d'institutions	11
5. Répartition du portefeuille en fonction de la méthodologie de crédit utilisée	11
6. Ventilation du portefeuille par secteur d'activités des bénéficiaires	11
7. Ventilation du portefeuille par localité et type d'institutions	12
3. ASPECTS MANAGERIAUX.....	16
1. L'Existence d'Organe de Gestion et de Contrôle.	16
i. Gestion Administrative.....	16
ii. Gestion Financière	16
iii. La qualité du processus de crédit « Credit Process »	16
4. ASPECTS MARKETING	18
1. Le produCt- Mix	18
i. Tarification des prêts et des dépôts	18

	5.	PERFORMANCE DES IMF ETUDIEES.....	19
		1. Structure Financière.....	19
		2. Performance Financière.....	20
		3. Autosuffisance opérationnelle et Financière.....	20
		4. Rentabilité de l'actif (ROA) et des fonds propres (ROE)	20
		5. Rendement brut et Marge d'intermédiation	20
		6. Efficience opérationnelle	21
		7. Productivité du personnel.....	21
		8. Qualité de l'actif	21
i.		La qualité du portefeuille	21
ii.		Le taux de l'actif sujet à risque	21
iii.		Taux d'actifs générateurs de revenus.....	21
	6.	APPORT SOCIO-ECONOMIQUE DIRECT	22
		1. Emplois directs	22
		2. Valeur ajoutée générée et revenus de salaires ...	22
	V.	ANALYSE INFERENTIELLE.....	29
	1.	LES INDICATEURS QUANTITATIFS DU MARCHÉ RETENUS	29
	2.	LES CHIFFRES MOYENS DE L'ECHANTILLON AU NIVEAU DES	29
		INDICATEURS RETENUS	29
	3.	ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHÉ SELON DIFFERENTS	29
		CRITERES.....	29
		1. Taille et répartition du marché en termes d'actif, de	30
		portefeuille et d'épargne.....	30
		2. Revenus brut générés et profits réalisés	30
		3. Valeur ajoutée et emplois	31
	VI.	ANALYSE COMPARATIVE	37
	1.	COMPARAISON DES RESULTATS DU SECTEUR DE LA	37
		MICROFINANCE AVEC CEUX DE L'ECHANTILLON.	37
	2.	COMPARAISON DES RESULTATS DE 2011 DU SECTEUR DE LA	37
		MICROFINANCE AVEC CEUX DES ANNEES ANTERIEURES.	37
	3.	COMPARAISON DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC LE	38
		SECTEUR BANCAIRE	38
		CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	43
	VII.	ANNEXES	50
	1.	OPERATIONNALISATION DES CONCEPTS	50
		1. Qualité de l'actif	50
		2. Portefeuille à risque	50
		3. Taux de remboursement.....	50

	4. Politique de Crédit	51
i.	Taux d'intérêt nominal	51
ii.	Intérêt dégressif.....	51
iii.	Intérêt linéaire (flat)	51
iv.	Taux d'intérêt effectif annuel.....	51
v.	Épargne forcée ou obligatoire.....	51
vi.	Frais de dossier.....	51
vii.	Durée des prêts.....	52
	5. Structure financière.....	52
	6. Performance financière.....	52
i.	Coefficient d'autosuffisance opérationnelle (CASO ou OSS)	52
ii.	Coefficient d'autosuffisance financière (CASF ou FSS)	52
iii.	La marge d'intermédiation	52
iv.	Efficienc e administrative	52
	7. Productivité.....	53
i.	Productivité du personnel	53
ii.	Productivité du réseau.....	53
	8. Méthodologie de crédit.....	53
i.	Crédit individuel.....	53
ii.	Banque communautaire (BC)	53
iii.	Groupe solidaire (GS).....	53
iv.	Mutuelle de solidarité (MS).....	54
	9. Les bases d'analyses et les indicateurs	55
	2. LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE ET FINANCIERE D'HAÏTI ET SON EVOLUTION	59
	3. SITUATION ET PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE HAÏTIEN	63
	1. Origines de l'écart de capacité bénéficiaire entre 2008 et 2009	63
	2. secteur bancaire : Bilans comparatifs des 10 dernières années	64
	3. secteur bancaire : Comptes d'exploitation comparatifs des 10 dernières années	66
	4. LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	67

5.	LISTE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE COMPOSANT L'ECHANTILLON	68
6.	FORMULAIRE DE COLLECTE DE DONNEES AUPRES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE	70
7.	LES INTERVENANTS, PARTIES PRENANTES ET FACILITATEURS	81
	1. SMG/UniQ	81
	2. Haïti MSME	81
	3. DID	81
	4. ANACAPH	81
	5. KNFP	81
	6. ANIMH	81

TABLEAUX

Tableau 1: Nombre d'institutions, d'employés et de bureaux	6
Tableau 1A: Nombre d'institutions, d'employés et de bureaux.....	6
Tableau 2: Nombre d'années d'expérience, taille du bilan et du personnel (totale, catégorie et moyenne) 6	
Tableau 2A: Nombre d'années d'expérience, taille du bilan et du personnel (totale, catégorie et moyenne)	7
Tableau 3: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution	7
Tableau 3A: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution.....	8
Tableau 4: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction de la méthodologie et du type d'institution	8
Tableau 4A: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction de la méthodologie et du type d'institution....	8
Tableau 5: Nombre d'épargnants - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution.....	9
Tableau 6: Nombre d'épargnants - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution.....	9
Tableau 7: Nombre d'épargnants- Ventilation en fonction du type d'épargne et de la localisation du siège	10
Tableau 8: Volume d'épargne 2011 - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution	10
Tableau 8A: Volume d'épargne 2011 - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution.....	11
Tableau 9: Portefeuille Brut 2010: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution	12
Tableau 9A: Portefeuille Brut 2011- Ventilation en fonction du sexe et du type D'institution.....	12
Tableau 10: Portefeuille Brut 2011 - Ventilation par activité bénéficiaire et par type d'institution	12
Tableau 10A: Portefeuille Brut 2011 - Ventilation par activité bénéficiaire et par type d'institution.....	13
Tableau 11: Portefeuille Brut 2011 - Ventilation par localité bénéficiaire et par type d'institution	13
Tableau 11A: Portefeuille Brut 2011 - Ventilation par localité bénéficiaire et par type d'institution.....	13
Encadré 1A: Synthèse : Caractéristiques institutionnelles, étendue et portée des opérations des IMF de l'échantillon.....	14
Encadré 1B: Synthèse : Caractéristiques institutionnelles, étendue et portée des opérations des IMF de l'échantillon.....	15
Tableau 12: Nombre de niveaux de manAgement et fonctionnalité des organes de gestion	17
Tableau 13: Qualité de la gestion administrative	17

Tableau 14: Qualité de la gestion financière.....	17
Tableau 15: Qualité du "credit process" dans son ensemble	18
Tableau 16: Produits autre que l'épargne et le crédit offerts par les IMF en Haïti – Tarification des crédits et des ressources.....	19
Encadré 2: Synthèse des resultats de d'échantillon : Performance des institutions de microfinance.....	23
Encadré 2 (suite): Synthèse des resultats de d'échantillon : Performance des institutions de microfinance	24
Encadré 2 (suite): Synthèse des resultats de d'échantillon : Performance des institutions de microfinance	25
<i>Encadré 2 A : Comparaison temporelle de la performance du secteur sur la base de l'échantillon</i>	<i>26</i>
Encadré 2 A : Comparaison temporelle de la performance du secteur sur la base de l'échantillon (suite)	27
Encadré 2 A : Comparaison temporelle de la performance du secteur sur la base de l'échantillon (suite)	28
Tableau 17: Structure du secteur en 2011.....	30
Encadré 3: Estimation de la taille du marché selon différents critères : Les chiffres moyens de l'échantillon par IMF	32
Encadré 4: Calcul de taille du marché au 30/9/11 à partir des chiffres moyens de l'échantillon et de la population totale.....	33
Encadré 5: Synthèse de l'analyse des resultats (2011) du secteur obtenus par extrapolation.....	34
Tableau 18 : Poids de l'échantillon par rapport au secteur.....	37
Tableau 18a: Evolution de la taille du secteur au cours des cinq (5) dernières années (2006-2011).....	38
Tableau 19: Etats des résultats consolidés: Exercice 2010-2011	40
Table 19A: Bilan consolidé au 30 septembre 2011	41
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	56
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	57
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	58
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	59
Tableau 20: Synthèse des données économiques, financières et sociales (1996 à 2002).....	59
Tableau 20 (suite) Synthèse des données économiques, financières et sociales (1996 à 2002).....	60
Tableau 21: Synthèse des données économiques, financières et sociales (2001 à 2007).....	61
Tableau 21 (suite) : Synthèse des données économiques, financières et sociales (2001 à 2007).....	62

INTRODUCTION ET RESUME DES CONCLUSIONS

L'USAID/Haïti, dans le cadre de son appui au secteur de la microfinance en Haïti et de son projet HI-FIVE, et en collaboration avec d'autres acteurs sur le terrain dont DID, ANIMH, KNFP, ANACAPH, avait lancé, au début de l'année 2008, un processus de constitution d'une base de données sur le secteur de la micro finance en Haïti. Les principaux objectifs de l'étude sont les suivants:

- a. Mettre à jour et renforcer des informations disponibles sur le secteur
- b. Analyser de manière approfondie la performance opérationnelle et financière du secteur et jeter les bases d'un vrai observatoire national de la microfinance
- c. Fournir aux différents acteurs des résultats sectoriels et sous-sectoriels pouvant servir de base de comparaison et d'appréciation des performances individuelles (benchmarks)
- d. Evaluer la taille du secteur selon différents critères, et sa contribution effective à l'économie du pays.

Les quatre premières études ont été réalisées par la firme **Strategic Management Group** (SMG-HAITI) en 2008, 2009, 2010 et 2011, et ont porté sur les données des exercices 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010. Les résultats ont fait l'objet d'un rapport qui a été largement diffusé. Ces rapports peuvent être téléchargés aux adresses suivantes : www.smghaiti.com et www.microlinks.org/hifive

Il s'agit maintenant de réaliser la même étude pour l'exercice 2010-2011, soit 20 mois après le séisme de magnitude 7.2 qui a frappé Haïti et a causé d'énormes pertes à tous les secteurs de l'économie. Les résultats de cette dernière étude font l'objet du présent rapport. Cette cinquième étude a été réalisée selon la même approche que les précédentes, avec le même échantillonnage du même (les mêmes institutions interrogées précédemment, à 5 exceptions près). Il s'agit de 86 institutions dont 70 caisses populaires, 12 ONG-Fondation-Association et 4 IMF considérées comme des filiales, satellites ou unités spécialisées de banques commerciales.

Il a été décidé de structurer le rapport de la même manière que ceux des années précédentes afin de faciliter la comparaison temporelle des informations.

Les principales conclusions de l'étude (pour l'exercice 2010-2011) tirées en inférant la moyenne des sous-échantillons (les quotas) à chaque sous-population correspondante, et en faisant les sommations nécessaires, le cas échéant, sont résumés comme ci-dessous :

1. La taille du bilan consolidé du secteur de la micro finance en Haïti (actif total) est évaluée à 10.78 milliards de gourdes.
2. Le marché du microcrédit est évalué à 6.9 milliards de gourdes en termes de portefeuille brut, dont 1.98 milliard gourdes pour les caisses populaires.
3. Le nombre de micro-entreprises et/ou petits opérateurs bénéficiaires du microcrédit (emprunteurs) est estimé à 310,064 dont 56,570 d'emprunteurs des caisses populaires.
4. Les déposants du secteur de la micro finance sont au nombre de 1,169,213 au 30 septembre 2011 et le volume de dépôts en circulation dans le secteur est estimé à 4.44 milliards de gourdes.
5. Est estimé à 4,733 le nombre de familles tirant leurs revenus de salaires des IMF et à 314,796 au moins le nombre d'emplois directs générés et/ou stabilisés par les IMF (dont 4,733 emplois internes).
6. Les caisses populaires contrôlent 54% de dépôts et 55% de déposants soit 2.4 milliards de gourdes pour 642,292 déposants. Ainsi la moyenne des dépôts par déposant est de 3,750 gourdes, et représente environ 10.7% du prêt moyen par emprunteur pour ce type d'IMF. En d'autres termes, un total de 642,292 déposants financent 56,570 emprunteurs dans ce sous-secteur des IMF.
7. 54.78% du nombre et 88.55% de l'encours de crédits des IMF sont octroyés selon la méthodologie de crédit individuel. Ce type de crédit domine toutes les catégories d'institutions.
8. La taille moyenne d'une IMF, en Haïti, en 2011 est de 55 millions de gourdes en termes d'actif et 35 millions en termes de portefeuille brut. Cette moyenne varie grandement d'un type d'institution à une autre. Elle est, respectivement en termes d'actif total et de portefeuille brut, de 495.5 et 445.7 millions de gourdes pour les IMF liées aux banques commerciales (filiales, satellites, départements spécialisés), et de seulement 9.2 et 6.8 millions de gourdes pour les caisses populaires de taille intermédiaire.
9. Les IMF, en 2011, ont en général une structure financière relativement équilibrée avec des fonds propres atteignant 22.70% de l'ensemble des capitaux (ou de l'actif total). Cependant, le ratio des fonds propres varie grandement d'un type d'institution à un autre. Il est de 53.70% pour les ONG et de 16.19% pour les fondations/associations et autres IMF non coopératives.
10. La composition du passif des IMF, en 2011, varie grandement aussi d'une institution à une autre. Si le passif des caisses populaires est prédominé par les dépôts de la clientèle (88.44%), ce n'est évidemment pas le cas pour les associations, les ONG et les fondations, caractérisées par la prépondérance des emprunts institutionnels dans la structure de leurs ressources externes (67-76%).
11. Les IMF génèrent des revenus bruts consolidés de 2.80 milliards de gourdes pour l'exercice 2010-2011 (y compris les revenus hors-crédit) et dégage un bénéfice net consolidé de 350.7 millions de gourdes, soit une marge nette positive de 12.53%, un ROA de 3.250% (contre 2.56% en 2010), un ROE de 14.30% (contre 11.51 % en 2010).
12. Le rendement brut moyen du portefeuille du secteur de la micro finance, en 2011, est de 36.53% (contre 41.73% en 2010) alors que le coût moyen des dettes est de 2.57%, soit une marge brute d'intermédiation de 33.96% (contre 39.21% en 2010)

13. Les IMF ont connu une forte amélioration de leur efficacité administrative en 2011 par rapport à 2010, en affichant un ratio moyen « Dépenses administratives/portefeuille brut » de 29.31% contre 45.10% en 2010.
14. Le portefeuille à risque (PAR) du secteur est de 9.66% du portefeuille brut (contre 13.18% en 2010). Ce ratio qui fait l'objet d'une grande variation d'une institution à une autre s'est grandement amélioré légèrement détérioré, sans tenir compte des radiations de l'exercice.
15. Au 30 septembre 2011, 62.41 % des actifs du secteur (contre 50.81% en 2010) sont générateurs de revenus par nature (portefeuille, placements).
16. Le crédit et l'épargne continuent de perdre leur exclusivité dans le « product-mix » des IMF qui maintiennent leur politique d'accompagnement de leurs produits traditionnels d'autres services tels que les transferts de fonds, le change, le chèque, le service de coffre-fort et l'assurance.
17. Un certain nombre d'IMF utilisent la technologie moderne dans la livraison des services financiers. Environ 39.53% des IMF en Haïti utilisent une technologie allant du guichet ambulant aux cartes à puce dans le cadre de leurs opérations avec la clientèle et la gestion de leur portefeuille.
18. Le secteur emploie un total de 4,534 personnes et leur verse une rémunération brute annuelle de 1.16 milliards de gourdes.
19. Le « produit net bancaire » de l'ensemble des IMF de l'enquête est de 2.58 milliards de gourdes. Autant dire que chaque IMF contribue directement au PIB à hauteur de 2.58 milliards gourdes courantes. A noter qu'environ 43.0% de cette valeur ajoutée va aux employés sous forme de salaires.
20. La comparaison des résultats de 2011 avec ceux de 2010 (9 mois après le séisme) indique que le secteur de la microfinance s'est irrémédiablement remis du choc provoqué par le tremblement de terre du 12 janvier. En effet, tous les indicateurs de performance se sont améliorés et, du même coup, se sont, pour la plupart, favorablement écartés, de leur niveau avant le séisme. Outre le bénéfice net qui a crû de 82%, la taille du bilan, le portefeuille brut, le nombre d'emprunteurs et le volume d'épargne ont tous connus des taux de croissance à deux chiffres au cours de l'exercice 2010-2011

A noter que les 86 IMF participant à l'enquête présentent le profil suivant:

1. Elles ont, en moyenne, 17.8 années d'opération en tant qu'IMF.
2. Elles gèrent un réseau de 264 bureaux, soit 3.07 bureaux par institution. Elles font l'objet d'une grande hétérogénéité dimensionnelle avec un actif total, par institution, variant de 0.14 à 1,242 millions de gourdes (moyenne 89.9 millions) et un personnel de 1 à 556 employés (moyenne 35).
3. Leur actif total consolidé est de 7.73 milliards de gourdes, et leur portefeuille de crédit consolidé est à 7.77 milliards de gourdes, réparti entre 183,597 emprunteurs dont 136,595 femmes (74.40%) contrôlant 49.06% du portefeuille et 77,002 hommes (25.60%) pour 49.940% du portefeuille brut. Les caisses populaires comptent 39,558 de ce nombre total d'emprunteurs.

4. Elles gèrent un volume de dépôts de 2.96 milliards de gourdes pour un total de 691,189 déposants dont 647,740 volontaires et 43,449 obligatoires.
5. 58.58% de leur portefeuille crédit est en dehors de Port-au-Prince, donc dans les villes de province et en milieux ruraux.

I. PANORAMA DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI

De 1946 à 1982 (36 ans), la pratique de la microfinance sur une base institutionnelle ou formelle était une exclusivité des coopératives d'épargne et de crédit, plus communément appelées « caisses populaires». Ces dernières, nées neuf (9) ans après la création de la première entreprise de forme coopérative en Haïti (1937), étaient considérées comme le bras financier du grand mouvement coopératif haïtien.

Au début des années 80 s'est amorcée une diversité institutionnelle de la microfinance, avec la création, d'un côté, du Fonds Haïtien d'Aide à la Femme (FHAF-1982) par un groupe de femmes du secteur bancaire et à la faveur de l'appui technique et financier du Women's World Banking et de l'Inter-American Foundation (IAF) ; et de l'autre côté, de la Fondation Haïtienne de Développement (FHD-1982) par un groupe d'hommes d'affaires haïtiens, aidé par l'USAID. Entre-temps, ont vu le jour d'autres institutions non-coopératives de différents types (associations, fondations, ONG), avec un product-mix plus large (crédit, assurance, change, transfert).

Dès lors, d'autres organisations internationales (bilatérales et multilatérales) se sont jointes au grand mouvement et celles déjà existantes ont décidé d'intensifier leurs contributions techniques et financières. Cependant, les efforts de diversification à tous les niveaux et d'intensification n'avaient pas suffisamment changé la perception de la microfinance comme une activité purement sociale, et une forme de solidarité locale et internationale.

Il a fallu attendre la fin des années 90 pour un changement radical de paradigme dans le domaine de la microfinance en Haïti. Selon le nouveau paradigme, la microfinance est une opportunité commerciale pour les distributeurs de services financiers, notamment de microcrédit. La BIDC, issue de l'acquisition par des investisseurs haïtiens des opérations de la First National Bank of Boston, succursale d'Haïti, a été la première banque à saisir cette opportunité, en mettant sur pied, en 1997, à l'aide d'un prêt du FDI, un programme de microcrédit en faveur des marchandes ambulantes de vêtements importés du Panama et des États-Unis. A la suite de l'acquisition de la BIDC par la Sogebank (elle-même issue de l'acquisition des actifs et du passif de la Banque Royale du Canada en Haïti), une filiale spécialisée en microcrédit (la Sogesol) a été créée par la Direction de cette banque qui allait devenir pendant plusieurs années le leader des banques haïtiennes. Une autre banque nouvellement créée (la Unibank, le nouveau leader des banques haïtiennes depuis 2010) avait aussi décidé d'entrer dans le secteur à travers une filiale spécialisée également (le Microcrédit National). Quant aux deux (2) autres banques actives actuellement en microfinance (Capital Bank et Banque de l'Union Haïtienne), elles ont opté pour un service spécialisé en microcrédit à l'intérieur de leur Direction de Crédit, comme moyen d'entrer dans le secteur. Les banques d'État comme la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire Haïtienne (BPH) font du microcrédit sur une base ponctuelle et travaillent actuellement à la pérennisation de leurs interventions et aux choix définitifs d'un mode opératoire.

Le cadre légal et réglementaire n'avait pas, malheureusement, pu suivre le rythme de l'évolution du secteur de la microfinance, en termes de taille, de diversité commerciale et institutionnelle et de complexité. Jusqu'en 2002, les caisses populaires étaient seulement contrôlées, en tant qu'entreprises coopératives, par le Conseil National des Coopératives (CNC) et les IMF non bancaires dotées de statut

d'ONG, de Fondation et d'Association étaient sous contrôle soit du Ministère de la Coopération Externe ou des Affaires Sociales. Mais ce contrôle se limitait et se limite encore à octroyer des autorisations de fonctionnement ou la reconnaissance légale. En tant qu'institutions financières distribuant du crédit ou collectant des épargnes, les IMF ne faisaient l'objet d'aucune supervision et n'étaient astreintes à aucune règle prudentielle obligatoire.

La faillite, en 2001, des pyramides financières déguisées en coopératives a donc poussé les autorités à accélérer le vote d'une loi sur les coopératives d'épargne et de crédit (la loi de 2002 sur les CEC) et à créer, plus tard, au sein de la BRH, une unité spécialisée de supervision et de régulation de ces CEC. Ainsi la microfinance n'est plus aujourd'hui considérée comme un ensemble d'opérations en marge du secteur financier formel. Les IMF font partie intégrante du système financier national, lequel est désormais composé de:

Une Banque Centrale remplissant les fonctions de superviseur et de régulateur

Huit (8) banques commerciales

Une banque de logement

Deux (2) institutions financières de développement

Un (1) banque d'affaires

Une douzaine (12) de compagnies d'assurance

Une (1) société de fiducie

Une douzaine (12) de bureaux de transfert

Une demi-douzaine (6) de fonds de pension

Deux cents (200) institutions/unités formelles de microfinance

Ainsi, le cadre institutionnel de la microfinance en Haïti se présente aujourd'hui comme suit:

- Les organes de régulation et de supervision (CNC, BRH, le Ministère de la Coopération Externe)
- Les institutions d'encadrement technique et associations d'IMF (DID, ANACAPH, FENACAPH, ANIMH, KNFP) et différents projets et programmes actuels (HIFIVE) et antérieurs (Haïti MSME, FINNET, PRET, PRIMA)
- Les bailleurs de fonds nationaux et internationaux (FDI, Union Européenne, USAID, Banque Mondiale, l'Agence Canadienne de Développement International, FIDA, Coopération Allemande, BID, Plan International, AFD, AECID, etc.)
- Les grossistes qui, recevant des fonds nationaux et internationaux, font des prêts en gros à des IMF (appelés en la circonstance opérateurs), à des fins de sous-prêts à des individus ou micro-entreprises.
- Les deux cents (200) institutions de microfinance réparties comme suit :
 - Cent soixante-quinze (175) caisses populaires

- Une vingtaine (20) de ONG/Fondations/Associations
- Quatre (4) Filiales/Satellites/Unités spécialisées de banques commerciales

Ces IMF offrant une diversité de produits ou services financiers, avec une prédominance évidente de produits d'épargne et de crédit, affichent une taille de bilan consolidé de plusieurs milliards de gourdes et gèrent un portefeuille brut dont le niveau se rapproche de la taille de leur bilan, réparti entre plusieurs dizaines de milliers d'emprunteurs. Elles gèrent également un important portefeuille de dépôts (compte non tenu des filiales/satellites/unités spécialisées de banques commerciales dont les ressources proviennent des dotations en capital, ou des prêts de la maison mère).

Au début de l'année 2010, le pays est frappé par un tremblement de terre de magnitude 7.2 qui a causé des pertes représentant plus de 30% du PIB. Le secteur MPME où se recrute la principale clientèle des institutions de microfinance a semble-t-il été le plus touché, notamment au niveau des villes comme Port-au-Prince ses environs, Jacmel, Petit-Goave, Léogane, Grand-Goave, etc. Le décès de plusieurs clients de ce secteur, ajouté à la faillite de nombreux survivants ont entraîné la radiation des centaines de millions par les IMF affectées. Cette situation a entraîné l'intervention de plusieurs acteurs avec des ressources de recapitalisation du secteur, sous forme de prêts concessionnels ou de rachat de mauvaises créances. Les retombées de ces interventions apparaissent positives, vu que selon les données de l'exercice 2010-2011, le secteur s'est complètement remis de la crise post-séisme.

II. ETUDE SIMILAIRE REALISEE ANTERIEUREMENT

La dernière étude réalisée remonte à l'année dernière. Elle a porté sur les données arrêtées au 30 Septembre 2010 et sur le même échantillon de cette année (2011), en termes de taille et d'institutions participantes. Elle a permis d'aboutir aux principaux résultats suivants (au 30 septembre et/ou pour l'exercice terminé à cette date) :

- Une taille de bilan consolidé du secteur de la microfinance de 9.1 milliards de gourdes (actif total) ;
- Un marché de crédit (portefeuille brut) évalué à 4.8 milliards de gourdes;
- Un effectif de 208,998 micro-entreprises et/ou petits opérateurs bénéficiaires du microcrédit (emprunteurs);
- Un nombre de 991,667 déposants et un montant de 3,9 milliards de gourdes de volume de dépôts en circulation dans le secteur;
- Un total de 4,088 familles tirant leurs revenus de salaires des IMF ; et au moins 213,086 d'emplois directs générés et/ou stabilisés par les IMF (dont 4,088 emplois internes) ;
- Des résultats d'exploitation qui s'écartaient positivement de celui de l'année précédente, avec un profit net consolidé de 232.8 millions de gourdes et un ROE de 15.25%.

III. L'APPROCHE DE RECHERCHE ET METHODE D'ECHANTILLONNAGE

Pour une étude de ce genre, portant sur un univers d'environ 200 unités statistiques (les IMF), l'approche de recensement devrait être la plus adaptée. Cependant, un tel choix se heurterait à deux (2) contraintes majeures : le budget et le temps, vu la dispersion géographique des IMF, et les difficultés d'accès direct à certaines zones (route en mauvais état, absence d'internet, etc....) et aussi l'incertitude entourant la volonté de collaboration de toute la population.

L'approche d'échantillonnage pur poserait également des problèmes liés à l'absence d'une base de sondage, c'est-à-dire d'une liste à jour de toutes les IMF des 10 départements géographiques du pays. Ce qui serait un obstacle au choix d'une méthode d'échantillonnage aléatoire.

Pour cela, il a été jugé bon d'opter pour une approche mixte, c'est-à-dire à mi-chemin entre le recensement et l'échantillonnage, consistant à interroger autant d'IMFs que possible dans le cas d'un échantillonnage par quotas croisés.

Les quotas sont définis sur la base de critères de statut légal, d'affiliation et de taille. Pour chaque quota ou sous-quota, l'on procède soit à un recensement, soit à un échantillonnage de convenance, dépendamment de la taille et du degré d'homogénéité de la sous-population ou du quota. Les résultats obtenus sur l'échantillon par quotas ou par étapes sont généralisés ou inférés à la population totale de chaque catégorie ou quota respectif avant d'être ajoutés à ceux des différents recensements, pour estimer la taille globale du secteur. Ainsi, la taille du marché de la microfinance, selon différents critères, se calcule selon la formule suivante:

$$T_i = \sum_{i=1}^X R_i + \sum_{i=1}^X m_i \cdot E_q$$

où

- T_i = La taille du marché selon le critère i
- R_i = Résultat selon le critère i de chaque quota ayant fait l'objet d'un recensement
- m_i = le résultat moyen selon le critère i de chaque quota ou sous-quota ayant fait l'objet d'un échantillonnage
- E_q = la population estimative de chaque quota ou sous-quota ayant fait l'objet d'un échantillonnage
- X = le nombre de quotas ou sous-quotas ayant fait l'objet d'un recensement
- Y = le nombre de quotas ou sous-quotas ayant fait l'objet d'un échantillonnage

Le tableau ci-dessous est consacré à la définition des quotas et des sous-quotas.

Quotas (Affiliation)	Sous-Quotas (Statut légal)	Sous-sous-quotas (taille)	Population	Échantillon
ANIMH	Banque ¹		4	4
	ONG		7	7
	Autres		4	4
Autres IMF non coopératives et non affiliées	Autres		6	1
DID/ANACAPH	CEC	Grande caisse	12	12
		+ Autre caisse	43	30
KNFP ²	CEC	Grande caisse	0	0
		+ Petite caisse (Nord-ouest)	18	18
CEC non- affiliées	CEC	Grande caisse	1	1
		+ Autre caisse	100	9
Total			196	86
%			100%	43.88% ³

¹ Le type « Banque » regroupe les IMF liées aux banques à titre de filiale, de satellite ou d'unité spécialisée

² Certains membres de l'ANIMH sont aussi membres de KNFP. Les IMF présentées sous l'affiliation de KNFP seulement sont des CEC, lesquelles ne sont pas généralement parmi les membres de l'ANIMH

³ Le chapitre « Analyse comparative » analyse le poids de l'échantillon par rapport à l'ensemble du secteur, selon différents critères (actif, portefeuille, nombre d'emprunteurs, etc.

IV. PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES TEL QUE COLLECTEES

Ce chapitre présente et analyse les données collectées sur le secteur de la microfinance en Haïti, pour l'exercice 2009-2010. Il est divisé en 5 sections: la première résume les caractéristiques institutionnelles de l'échantillon, la seconde est une présentation et une analyse de l'étendue et de la portée des opérations des IMF étudiées, la troisième et la quatrième traitent des aspects managériaux et de marketing respectivement et la cinquième est consacrée à la performance financière et opérationnelle de ces IMF.

1. CARACTERISTIQUES INSTITUTIONNELLES

Les quatre-vingt-six (86) institutions participant à l'étude seront décrites dans cette section en termes de taille du personnel et de celle du réseau, d'ancienneté institutionnelle et de taille du bilan.

1. LA DIMENSION DU PERSONNEL DES IMF ETUDIEES

L'ensemble des IMF étudiées compte un personnel de 3,025 membres dont 1,958 hommes (64.72%) et 1067 femmes (35.28%). La prédominance du personnel de sexe masculin paraît être une réalité dans tous les types d'institutions tel que le montre le tableau 1. En effet, le pourcentage du personnel de sexe masculin varie de 50 à 75% d'un type d'institution à un autre.

2. LA TAILLE ET LA COUVERTURE DU RESEAU

Les IMF de l'étude gèrent un réseau de 264 bureaux (y compris le siège social), soit une moyenne de 3.07 bureaux ou succursales par IMF. A noter que 67 de ces bureaux sont à Port-au-Prince et 197 dans les provinces. Des 197 bureaux localisés en province, 71 se trouvent en zones rurales dont 44 appartiennent à des Association, Fondations et ONG (réf. Tableau 1).

3. L'AGE MOYEN DES IMF

L'âge moyen des institutions étudiées opérant en tant qu'IMF est de 17.8 années. Les ONG, les CEC et les associations sont les IMF les plus âgées en moyenne (voir tableau 2).

4. LA TAILLE DU BILAN

Les institutions de l'enquête ont une taille moyenne de 89.9 millions de gourdes en termes d'actif total. Les ONG sont les IMF de plus petite taille dans l'échantillon avec un actif total moyen de 2.21 fois inférieur à la moyenne de l'échantillon.

Les ONG avec une moyenne de 36.1 millions sont aussi en-dessous de la moyenne de l'échantillon. Alors que les autres institutions (Banques, Fondations, Associations et autres) ont une taille moyenne de bilan de 4 à 5 fois supérieure à la moyenne de l'ensemble de l'industrie (réf. Tableau 2 et 2A).

TABLEAU 1: NOMBRE D'INSTITUTIONS, D'EMPLOYES ET DE BUREAUX

	Nombre d'institutions		Nombre d'employés			Nombre de bureaux			
	Effectif	%	Total	Hommes	Femmes	Total	PAP	Province	
Type d'institution								Urbaine	Rurale
CEC	70	81.40%	726	361	365	93	11	74	8
Banque	3	3.49%	411	292	119	38	15	22	1
ONG	8	9.30%	324	215	109	43	16	20	7
Autres	5	5.81%	1564	1090	474	90	25	10	55
Total	86	100.00%	3025	1958	1067	264	67	126	71

Au 30/09/2011

TABLEAU 1A: NOMBRE D'INSTITUTIONS, D'EMPLOYES ET DE BUREAUX

	Nombre d'institutions		Nombre d'employés			Nombre de bureaux			
	Effectif	%	Total	Hommes	Femmes	Total	PAP	Province	
Type d'institution								Urbaine	Rurale
CEC-Type 1	18	20.93%	402	185	217	25	4	16	5
'CEC-Type 2	27	31.40%	237	114	123	30	5	22	3
.CEC-Type 3	7	8.14%	49	33	16	20	2	18	-
CEC-Type 4	18	20.93%	38	29	9	18	-	18	-
Banque	3	3.49%	411	292	119	38	15	22	1
ONG	8	9.30%	324	215	109	43	16	20	7
Autres	5	5.81%	1564	1090	474	90	25	10	55
Total	86	100.00%	3,025	1,958	1,067	264	66	126	71

Au 30/09/2011

TABLEAU 2: NOMBRE D'ANNEES D'EXPERIENCE, TAILLE DU BILAN ET DU PERSONNEL (TOTALE, CATEGORIE ET MOYENNE)

	#Expérience IMF		Taille consolidée du bilan		Taille moyenne par inst.	
	Effectif	Age moyen	(2011)		(2011)	
Type d'institution			Actif total	%	Actif total	#employés
CEC	70	18.1	2,846,184,070	36.82%	40,659,772	10
Banque	3	12.0	1,081,249,911	13.99%	360,416,637	137
ONG	8	19.0	288,445,944	3.73%	36,055,743	41
Autres	5	31	3,514,356,319	45.46%	1,220,804,771	636
Total ou moyenne	86	17.8	7,730,236,245	100.00%	89,886,468	35

Au 30/09/2011

TABLEAU 2A: NOMBRE D'ANNEES D'EXPERIENCE, TAILLE DU BILAN ET DU PERSONNEL (TOTALE, CATEGORIE ET MOYENNE)

	# Années d'Expérience IMF		Taille consolidée du bilan		Taille moyenne par inst.	
	Effectif	Age moyen	Actif total	%	Actif total	#employés
			(2011)		(2011)	
Type d'institution						
CEC-Type 1	18	19.1	2,254,778,690	29.17%	125,265,483	22
'CEC-Type 2	27	16.6	511,454,545	6.62%	18,942,761	9
.CEC-Type 3	7	27.6	64,580,723	0.84%	9,225,818	7
CEC-Type 4	18	15.8	15,370,113	0.20%	853,895	2
Banque	3	12.0	1,081,249,911	13.99%	360,416,637	137
ONG	8	19.0	288,445,944	3.73%	36,055,743	41
Autres	5	31	3,514,356,319	45.46%	1,220,804,771	636
Total ou moyenne	86	17.8	7,730,236,245	100.00%	89,886,468	35

Au 30/09/2011

2. ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF ETUDIEES

La présentation et l'analyse porteront essentiellement sur le nombre d'emprunteurs et le nombre de déposants ventilés selon différents critères, le volume de crédit octroyé et d'épargne collecté par les institutions participantes.

1. NOMBRE D'EMPRUNTEURS

Le nombre d'emprunteurs constituant le portefeuille de crédit des IMF ayant participé à l'enquête s'élève à 183,597 réparti de manière relativement équilibrée entre les différents types d'institutions. Cette situation laisse présager une très grande dispersion au niveau des chiffres par institution vu l'écart de taille entre les différents sous échantillons.

Il est à signaler qu'environ 54.78% des emprunteurs sont bénéficiaires de crédit individuel et 38.87% de crédit de groupe solidaire. Alors que les emprunteurs restants sont attirés par les crédits de type banque communautaire (5.55%) et de mutuelle solidarité (0.80%).

TABLEAU 3: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Nbre d'emprunteurs		Nbre d'emprunteurs-H		Nbre d'emprunteurs-F	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Type d'institution						
CEC	29,558	16.10%	17,199	36.59%	12,359	9.05%
Banque	17,217	9.38%	6,753	14.37%	10,464	7.66%
ONG	25,455	13.86%	4,231	9.00%	21,224	15.54%
Autres	111,367	60.66%	18,819	40.04%	92,548	67.75%
Total	183,597	100.00%	47,002	100.00%	136,595	100.00%
Pourcentage	100.00%		25.60%		74.40%	

Au 30/09/2011

TABLEAU 3A: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Nbre d'emprunteurs		Nbre d'emprunteurs-H		Nbre d'emprunteurs-F	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	16,932	9.22%	10,511	22.36%	6,421	4.70%
'CEC-Type 2	8,106	4.42%	4,588	9.76%	3,518	2.58%
.CEC-Type 3	2,003	1.09%	718	1.53%	1,285	0.94%
CEC-Type 4	2,517	1.37%	1,382	2.94%	1,135	0.83%
Banque	17,217	9.38%	6,753	14.37%	10,464	7.66%
ONG	25,455	13.86%	4,231	9.00%	21,224	15.54%
Autres	111,367	60.66%	18,819	40.04%	92,548	67.75%
Total	183,597	100.00%	47,002	100.00%	136,595	100.00%
Pourcentage	100.00%		25.60%		74.40%	

Au 30/09/2011

TABLEAU 4: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE ET DU TYPE D'INSTITUTION

Type d'institution	Nombre d'emprunteurs et méthodologie employée					
	Total	%	Crédit individuel	Banque communautaire	Groupe solidaire	Mutuel solidarité

CEC	29,558	16.10%	26,207	-	3,351	-
Banque	17,217	9.38%	17,217	-	-	-
ONG	25,455	13.86%	5,244	9,615	10,034	562
Autres	111,367	60.66%	51,902	580	57,970	915
Total	183,597	100.00%	100,570	10,195	71,355	1,477

Au 30/09/2011

TABLEAU 4A: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE ET DU TYPE D'INSTITUTION

Type d'institution	Nombre d'emprunteurs et méthodologie employée					
	Total	%	Crédit individuel	Banque communautaire	Groupe solidaire	Mutuel solidarité
CEC-Type 1	16,932	9.22%	15,266	-	1,666	-
'CEC-Type 2	8,106	4.42%	6,502	-	1,604	-
.CEC-Type 3	2,003	1.09%	1,922	-	81	-
CEC-Type 4	2,517	1.37%	2,517	-	-	-
Banque	17,217	9.38%	17,217	-	-	-
ONG	25,455	13.86%	5,244	9,615	10,034	562
Autres	111,367	60.66%	51,902	580	57,970	915
Total	183,597	100.00%	100,570	10,195	71,355	1,477

Au 30/09/2011

2. NOMBRE DE DEPOSANTS

Le nombre de déposants attirés par les IMF de l'étude s'élève à 691,189, dont 93.71% sont des déposants volontaires et seulement 6.29% sont des déposants dont le compte est lié à un compte de prêt (Epargne forcée). Ainsi le ratio déposants/emprunteurs, est de 376, ce qui met clairement en évidence la capacité des IMF à attirer l'épargne externe, c'est-à-dire des déposants ayant d'autres motifs que l'obtention du crédit. Une situation très intéressante pour l'avenir de la microfinance en Haïti, où les institutions ne sont pas obligées de recourir à l'endettement financier à des coûts prohibitifs pour financer leur portefeuille de prêts, ou d'être tributaires des subventions capitalisées.

A noter que 56.94% des épargnants des 86 IMF étudiés sont des clients de caisses d'épargne et de crédit (CEC). Les autres 43.07% des déposants du secteur de la microfinance proviennent des Associations/Fondations/ONG. Les filiales et satellites de banques spécialisées en microcrédit ne reçoivent pas d'épargne, leurs ressources viennent des dotations de la maison mère. Par ailleurs, ces filiales réfèrent automatiquement leur client à la maison-mère pour l'ouverture, le cas échéant, de comptes pouvant servir de comptes de transaction. Ce qui tend à sous-estimer le nombre global de comptes (épargne et autres) liés aux activités de microfinance.

TABLEAU 5: NOMBRE D'EPARGNANTS - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	#épargnants	%	#épargnants	%	#épargnants	%
Type d'institution						
CEC	390,479	56.49%	364,003	56.20%	26,476	60.94%
Banque	-	0.00%	-	0.00%	-	0.00%
ONG	23,608	3.42%	10,180	1.57%	13,428	30.91%
Autres	277,102	40.09%	273,557	42.23%	3,545	8.16%
Total	691,189	100.00%	647,740	100.00%	43,449	100.00%
Pourcentage	100.00%		93.71%		6.29%	

Au 30/09/2011

TABLEAU 6: NOMBRE D'EPARGNANTS - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	#épargnants	%	#épargnants	%	#épargnants	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	262,285	37.95%	245,810	37.95%	16,475	37.92%
'CEC-Type 2	106,676	15.43%	99,644	15.38%	7,032	16.18%
.CEC-Type 3	19,382	2.80%	18,289	2.82%	1,093	2.52%
CEC-Type 4	2,136	0.31%	260	0.04%	1,876	4.32%
Banque	-	0.00%	-	0.00%	-	0.00%
ONG	23,608	3.42%	10,180	1.57%	13,428	30.91%
Autres	277,102	40.09%	273,557	42.23%	3,545	8.16%
Total	691,189	100.00%	647,740	100.00%	43,449	100.00%
Pourcentage	100.00%		93.71%		6.29%	

Au 30/09/2011

TABLEAU 7: NOMBRE D'EPARGNANTS - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET DE LA LOCALISATION DU SIEGE

	Nombre d'épargnants, type d'épargne et localisation du siège social					
	Total	%	Volontaires	%	Obligatoires	%
Département du siège						
Ouest	421,898	61.04%	399,914	61.74%	21,984	50.60%
Nord	8,370	1.21%	7,822	1.21%	548	1.26%
Sud	54,678	7.91%	49,890	7.70%	4,788	11.02%
Artibonite	86,783	12.56%	82,044	12.67%	4,739	10.91%
Grande-Anse	16,646	2.41%	15,266	2.36%	1,380	3.18%
.Sud-est	25,737	3.72%	23,616	3.65%	2,121	4.88%
Centre	22,681	3.28%	19,992	3.09%	2,689	6.19%
.Nord-ouest	33,532	4.85%	29,666	4.58%	3,866	8.90%
-Nord-est	13,207	1.91%	12,476	1.93%	731	1.68%
Nippes	7,657	1.11%	7,054	1.09%	603	1.39%
Total	691,189	100.00%	647,740	100.00%	43,449	100.00%
Pourcentage	100.00%		93.71%		6.29%	

Au 30/09/2011

3. VOLUME D'EPARGNE

Au 30 septembre 2011, les 86 IMF de l'étude ont collecté 2.96 milliards de gourdes d'épargne, dont 86.04% d'épargne volontaire. Le marché de la « micro-épargne » est dominé par les Caisses d'Epargne et de Crédit, lesquelles contrôlent 63.34% de l'épargne volontaire et près de 93.87% de l'épargne obligatoire, sur la base de l'échantillon étudié. L'essentiel de la différence va aux « Fondations, Associations et Autres » qui contrôlent 43.18% de l'épargne volontaire. Il convient de noter également une part non négligeable des ONG dans le volume d'épargne obligatoire (5.96% contre 8% en 2010). Les IMF liées aux banques ne pèsent pas lourd dans la structure de l'épargne du secteur, vu que leur institution-mère représente leur principale source d'alimentation en capitaux externes.

TABLEAU 8: VOLUME D'EPARGNE 2011 - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	Volume	%	Volume	%	Volume	%
Type d'institution						
CEC	1,876,763,752	63.34%	1,488,560,358	58.39%	388,203,394	93.87%
Banque	-	0.00%	-	0.00%	-	0.00%
ONG	32,307,517	1.09%	7,664,249	0.30%	24,643,268	5.96%
Autres	1,053,923,187	35.57%	1,053,196,437	41.31%	726,750	0.18%
Total	2,962,994,456	100.00%	2,549,421,044	100.00%	413,573,412	100.00%
Pourcentage	100.00%		86.04%		13.96%	

Au 30/09/2011

TABLEAU 8A: VOLUME D'EPARGNE 2011 - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	Volume	%	Volume	%	Volume	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	1,460,268,044	49.28%	1,155,131,173	45.31%	305,136,871	73.78%
'CEC-Type 2	359,966,837	12.15%	294,543,685	11.55%	65,423,152	15.82%
.CEC-Type 3	53,516,013	1.81%	37,509,880	1.47%	16,006,133	3.87%
CEC-Type 4	3,012,858	0.10%	1,375,620	0.05%	1,637,238	0.40%
Banque	-	0.00%	-	0.00%	-	0.00%
ONG	32,307,517	1.09%	7,664,249	0.30%	24,643,268	5.96%
Autres	1,053,923,187	35.57%	1,053,196,437	41.31%	726,750	0.18%
Total	2,962,994,456	100.00%	2,549,421,044	100.00%	413,573,412	100.00%
Pourcentage	100.00%		86.04%		13.96%	

Au 30/09/2011

4. VOLUME DU CREDIT : REPARTITION EN FONCTION DU SEXE DES BENEFICIAIRES ET DU TYPE D'INSTITUTIONS

Au 30 septembre 2011, le portefeuille consolidé de crédit des 86 institutions participant à l'enquête s'élève à 4.77 milliards de gourdes dont la plus grande partie (50.06%) va aux femmes. Les unités spécialisées des banques (succursales, satellites et autres) contrôlent 22.82% du portefeuille (contre 36.89% en 2010). Les caisses d'épargne et de crédit en contrôlent 31.12%, les ONG représentent 4.13%, alors que la différence (41.92%) va aux autres types d'IMF (fondations, associations et autres).

5. REPARTITION DU PORTEFEUILLE EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE DE CREDIT UTILISEE

Le montant de l'encours des crédits octroyés sur une base individuelle représente l'essentiel du portefeuille consolidé des 86 institutions étudiées, soit 88.55%, alors que l'encours des groupes solidaires n'en représentent que 10.66%. Le rapprochement de ces chiffres avec ceux du tableau 4 met en évidence l'écart de taille entre les prêts (par emprunteur) octroyés selon différentes méthodologies de crédit. En effet, si les emprunteurs issus des groupes solidaires représentent environ 38.87% de l'effectif total, ils ne contrôlent, par contre, que moins de 11% de l'encours total au 30 septembre 2011. Alors qu'avec un effectif de 100,570 sur un total de 183,587 (54.78%), les emprunteurs individuels contrôlent près de 88.55% du portefeuille. A noter que l'écart entre le poids dans le nombre et le poids dans le volume est favorable seulement aux emprunteurs individuels. La situation des emprunteurs issus des méthodologies de banques communautaires et de solidarité mutuelle est similaire (en termes de sens de l'écart) à celle des emprunteurs de groupes solidaires.

6. VENTILATION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR D'ACTIVITES DES BENEFICIAIRES

Le portefeuille de crédit des IMF de l'échantillon est dominé par le commerce, avec 76.42% du total, alors que le logement, les services, la production et la consommation partagent presque à parts égales la différence (entre 5 à 7% pour chacun d'eux). La part de l'éducation tout en restant négligeable, a regressé en 2011 par rapport à 2010, passant de 0.72% à 0.68%.

7. VENTILATION DU PORTEFEUILLE PAR LOCALITE ET TYPE D'INSTITUTIONS

Contrairement à une certaine croyance, Port-au-Prince n'est pas le centre de concentration du portefeuille de crédit des IMF. En effet, près de 59% des prêts constituant le portefeuille des 86 IMF étudiées sont attribués à des bénéficiaires opérant en dehors de la capitale, dont une bonne partie (23% environ) en milieu rural. Les caisses d'Épargne et de Crédit et les ONG/Associations/Fondations sont à la base de cette déconcentration géographique, avec des parts respectives de 84% et 60% de leur portefeuille allant à la province.

TABLEAU 9: PORTEFEUILLE BRUT 2010: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut		Portefeuille-Hommes		Portefeuille-Femmes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Type d'institution						
CEC	1,483,902,959	31.12%	1,031,172,424	43.31%	452,730,535	18.97%
Banque	1,088,142,662	22.82%	620,609,751	26.07%	467,532,911	19.59%
ONG	197,111,916	4.13%	54,183,472	2.28%	142,928,444	5.99%
Autres	1,998,811,478	41.92%	674,962,890	28.35%	1,323,848,588	55.46%
Total	4,767,969,015	100.00%	2,380,928,536	100.00%	2,387,040,479	100.00%
Pourcentage	100.00%		49.94%		50.06%	

Au 30/09/2011

TABLEAU 9A: PORTEFEUILLE BRUT 2011- VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut		Portefeuille-Hommes		Portefeuille-Femmes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	1,138,546,622	23.88%	812,099,371	34.11%	326,447,251	13.68%
'CEC-Type 2	281,907,014	5.91%	180,916,397	7.60%	100,990,617	4.23%
.CEC-Type 3	47,510,040	1.00%	29,405,705	1.24%	18,104,335	0.76%
CEC-Type 4	15,939,282	0.33%	8,750,950	0.37%	7,188,332	0.30%
Banque	1,088,142,662	22.82%	620,609,751	26.07%	467,532,911	19.59%
ONG	197,111,916	4.13%	54,183,472	2.28%	142,928,444	5.99%
Autres	1,998,811,478	41.92%	674,962,890	28.35%	1,323,848,588	55.46%
Total	4,767,969,015	100.00%	2,380,928,536	100.00%	2,387,040,479	100.00%
Pourcentage	100.00%		49.94%		50.06%	

Au 30/09/2011

TABLEAU 10: PORTEFEUILLE BRUT 2011 - VENTILATION PAR ACTIVITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et activités bénéficiaires						
	Total	Production	Commerce	Services	Consommation	Logement	Education
Type d'institution							
CEC	1,483,902,959	180,835,679	804,383,348	22,414,923	196,677,677	251,810,086	27,781,247
Banque	1,088,142,662	50,622,051	824,767,127	200,891,570	11,861,914	-	-
ONG	197,111,916	6,548,857	175,718,724	7,439,198	5,234,637	-	2,170,500
Autres	1,998,811,478	27,806,995	1,838,929,968	76,288,670	45,904,908	7,400,755	2,480,181
Total	4,767,969,015	265,813,583	3,643,799,167	307,034,360	259,679,136	259,210,841	32,431,928
Pourcentage	100.00%	5.57%	76.42%	6.44%	5.45%	5.44%	0.68%

Au 30/2011

TABLEAU 10A: PORTEFEUILLE BRUT 2011 - VENTILATION PAR ACTIVITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et activités bénéficiaires						
	Total	Production	commerce	Services	Consommation	logement	Education
Type d'institution							
CEC-Type 1	1,138,546,622	148,166,890	604,492,894	19,486,247	146,917,021	193,457,897	26,025,673
'CEC-Type 2	281,907,014	29,704,537	154,768,762	2,838,175	41,941,669	51,573,246	1,080,626
.CEC-Type 3	47,510,040	2,939,316	29,207,346	90,500	7,818,988	6,778,943	674,948
CEC-Type 4	15,939,282	24,936	15,914,346	-	-	-	-
Banque	1,088,142,662	50,622,051	824,767,127	200,891,570	11,861,914	-	-
ONG	197,111,916	6,548,857	175,718,724	7,439,198	5,234,637	-	2,170,500
Autres	1,998,811,478	27,806,995	1,838,929,968	76,288,670	45,904,908	7,400,755	2,480,181
Total	4,767,969,015	265,813,583	3,643,799,167	307,034,360	259,679,136	259,210,841	32,431,928
Pourcentage	100.00%	5.57%	76.42%	6.44%	5.45%	5.44%	0.68%

Au 30/09/2011

TABLEAU 11: PORTEFEUILLE BRUT 2011 - VENTILATION PAR LOCALITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et localisation des bénéficiaires			
	Total	Port-au-Prince	Villes de province	Zone rurale
Type d'institution				
CEC	1,483,902,959	236,201,293	953,936,708	293,764,955
Banque	1,088,142,662	584,865,312	461,300,256	41,977,093
ONG	197,111,916	88,100,672	83,061,908	25,949,335
Autres	1,998,811,478	1,066,110,263	212,709,351	719,991,866
Total	4,767,969,015	1,975,277,541	1,711,008,222	1,081,683,249
Pourcentage	100.00%	41.43%	35.89%	22.69%

Au 30/09/2011

TABLEAU 11A: PORTEFEUILLE BRUT 2011 - VENTILATION PAR LOCALITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et localisation des bénéficiaires			
	Total	Port-au-Prince	Villes de province	Zones rurales
Type d'institution				
CEC-Type 1	1,138,546,622	158,840,271	774,902,627	204,803,723
'CEC-Type 2	281,907,014	48,201,844	165,891,519	67,813,650
.CEC-Type 3	47,510,040	29,159,178	13,142,562	5,208,300
CEC-Type 4	15,939,282	-	-	15,939,282
Banque	1,088,142,662	584,865,312	461,300,256	41,977,093
ONG	197,111,916	88,100,672	83,061,908	25,949,335
Autres	1,998,811,478	1,066,110,263	212,709,351	719,991,866
Total	4,767,969,015	1,975,277,541	1,711,008,222	1,081,683,249
Pourcentage	100.00%	41.43%	35.89%	22.69%

Au 30/09/2011\

ENCADRE 1A: SYNTHÈSE : CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES, ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF DE L'ÉCHANTILLON

	2011		2010		Ventilation des indicateurs de 2011 par type d'institution						
			CEC-Type 1	'CEC-Type 2	.CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Fondation	Autres	
Données macro-économiques											
Taux d'inflation	10.40%	4.70%									
Taux de change	40.87	39.62									
Revenus per capita en USD	730.00	725.95									
Revenu per capita (gourdes nominales)	29,837	28,759									
Population totale d'IMF	196	196	13	44	100	18	4	10	0	7	
Taille de l'échantillon de l'étude	86	86	18	27	7	18	3	8	1	4	
Données relatives à l'échantillon											
Caractéristiques institutionnelles											
Age moyen des institutions en (microfinance)	17.8	16.2	19.1	16.6	27.6	15.8	12.0	19.0	17.0	14.0	
Taille du bilan consolidée	7,730,236,245	6,735,993,742	2,254,778,690	511,454,545	64,580,723	15,370,113	1,081,249,911	288,445,944	456,287,588	3,058,068,731	
Taille moyenne du bilan par institution	89,886,468	78,325,509	125,265,483	18,942,761	9,225,818	853,895	360,416,637	36,055,743	456,287,588	764,517,183	
Nombre total d'employés (consolidé)	3,025	2,806	402	237	49	38	411	324	326	1,238	
Nombre moyen d'employés par institution	35	33	22	9	7	2	137	41	326	310	
Nombre total de succursales (consolidé)	333	258	25	30	89	18	38	43	12	78	
Nombre moyen de succursales par institution	3.9	3.0	1.4	1.1	12.7	1.0	12.7	5.4	12	19.5	
Nombre de succursales en dehors de Port-au-Prince	267	191	21	25	88	18	23	27	12	53	
Nombre de succursales en zones rurales	71	66	5	3	0	0	1	7	11	44	
Nombre de succursales dans les villes de province	196	125	16	22	88	18	22	20	1	9	
Outreach											
Nombre total d'emprunteurs (consolidé)	183,597	148,145	16,932	8,106	2,003	2,517	17,217	25,455	11,326	100,041	
Nombre moyen d'emprunteurs par institution	2,135	1,723	941	300	286	140	5,739	3,182	11,326	25,010	
% d'emprunteurs de sexe féminin	74.40%	73.85%	37.92%	43.40%	64.15%	45.09%	60.78%	83.38%	99.59%	81.23%	
Volume consolidé du portefeuille brut	4,767,969,015	3,674,255,720	1,138,546,622	281,907,014	47,510,040	15,939,282	1,088,142,662	197,111,916	77,208,167	1,921,603,311	
Portefeuille brut moyen par institution	55,441,500	42,723,904	63,252,590	10,441,001	6,787,149	885,516	362,714,221	24,638,990	77,208,167	480,400,828	
Portefeuille moyen par emprunteur	25,970	24,802	67,242	34,778	23,719	6,333	63,202	7,744	6,817	19,208	
% du Portefeuille brut allant aux femmes	50.06%	49.02%	28.67%	35.82%	38.11%	45.10%	42.97%	72.51%	96.25%	65.03%	
% du Portefeuille brut allant au commerce	76.42%	77.52%	53.09%	54.90%	61.48%	99.84%	75.80%	89.15%	100.00%	91.68%	
% du Portefeuille brut allant à la production	5.57%	5.47%	13.01%	10.54%	6.19%	0.16%	4.65%	3.32%	0.00%	1.45%	
% du Portefeuille brut allant aux services	6.44%	4.89%	1.71%	1.01%	0.19%	0.00%	18.46%	3.77%	0.00%	3.97%	
% du Portefeuille brut allant à la consommation	5.45%	6.19%	12.90%	14.88%	16.46%	0.00%	1.09%	2.66%	0.00%	2.39%	
% du Portefeuille brut allant au logement	5.44%	5.20%	16.99%	18.29%	14.27%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.39%	
% du Portefeuille brut allant à l'éducation	0.68%	0.72%	2.29%	0.38%	1.42%	0.00%	0.00%	1.10%	0.00%	0.13%	
% du portefeuille concentré à Port-au-Prince	41.43%	43.77%	13.95%	17.10%	61.37%	0.00%	53.75%	44.70%	26.61%	54.41%	
% du portefeuille dans les ville de province	35.89%	36.35%	68.06%	58.85%	27.66%	0.00%	42.39%	42.14%	6.38%	10.81%	
% du portefeuille allant au monde rural	22.69%	19.88%	17.99%	24.06%	10.96%	100.00%	3.86%	13.16%	67.01%	34.78%	
Nombre total de déposants (consolidé)	691,189	583,757	262,285	106,676	19,382	2,136	-	23,608	59,226	217,876	
Nombre moyen de déposants par institution	8,037	6,788	14,571	3,951	2,769	119	-	2,951	59,226	54,469	
% de déposants volontaires	93.71%	93.03%	93.72%	93.41%	94.36%	12.17%	#DIV/0!	43.12%	100.00%	98.37%	
Volume consolidé de dépôt	2,962,994,456	2,543,055,269	1,460,268,044	359,966,837	53,516,013	3,012,858	-	32,307,517	190,240,897	863,682,290	
Volume moyen de dépôts par institution	34,453,424	29,570,410	81,126,002	13,332,105	7,645,145	167,381	-	4,038,440	190,240,897	215,920,573	
Volume moyen de dépôts par déposant	4,287	4,356	5,567	3,374	2,761	1,411	#DIV/0!	1,368	-	3,964	

ENCADRE 1B: SYNTHÈSE : CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES, ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF DE L'ÉCHANTILLON

Institutions de microfinance en Haïti: Caractéristiques institutionnelles et outreach

	2011	2010	Ventilation des indicateurs de 2011 par type d'institution				
			CEC	Banque	ONG	Fondation	Autres
Données macro-économiques							
Taux d'inflation	10.40%	4.70%					
Taux de change	40.87	39.62					
Revenus per capita en USD	730.00	725.95					
Revenu per capita (Gourdes nominales)	29,837	28,759					
Population totale d'IMF	196	196	175	4	10	0	7
Taille de l'échantillon de l'étude	86	86	70	3	8	1	4
Données relatives à l'échantillon de 86 institutions en 2011							
Caractéristiques institutionnelles							
Age moyen des institutions	17.8	16.2	18.1	12.0	19.0	17.0	14.0
Taille du bilan consolidée	7,730,236,245	6,735,993,742	2,846,184,070	1,081,249,911	288,445,944	456,287,588	3,058,068,731
Taille moyenne du bilan par institution	89,886,468	78,325,509	40,659,772	360,416,637	36,055,743	456,287,588	764,517,183
Nombre total d'employés (consolidé)	3,025	2,806	726	411	324	326	1,238
Nombre moyen d'employés par institution	35	33	10	137	41	326	310
Nombre total de succursales (consolidé)	333	258	162	38	43	12	78
Nombre moyen de succursales par institution	3.9	3.0	2.3	12.7	5.4	12.0	19.5
Nombre de succursales en dehors de Port-au-Prince	267	191	152	23	27	12	53
Nombre de succursales en zones rurales	71	66	8	1	7	11	44
Nombre de succursales dans les villes de province	196	125	144	22	20	1	9
Outreach							
Nombre total d'emprunteurs (consolidé)	183,597	148,145	29,558	17,217	25,455	11,326	100,041
Nombre moyen d'emprunteurs par institution	2,135	1,723	422	5,739	3,182	11,326	25,010
% d'emprunteurs de sexe féminin	74.40%	73.85%	41.81%	60.78%	83.38%	99.59%	81.23%
Volume consolidé du portefeuille brut	4,767,969,015	3,674,255,720	1,483,902,959	1,088,142,662	197,111,916	77,208,167	1,921,603,311
Portefeuille brut moyen par institution	55,441,500	42,723,904	21,198,614	362,714,221	24,638,990	77,208,167	480,400,828
Portefeuille moyen par emprunteur	25,970	24,802	50,203	63,202	7,744	6,817	19,208
% du Portefeuille brut allant aux femmes	50.06%	49.02%	30.51%	42.97%	72.51%	96.25%	65.03%
% du Portefeuille brut allant au commerce	76.42%	77.52%	54.21%	75.80%	89.15%	100.00%	91.68%
% du Portefeuille brut allant à la production	5.57%	5.47%	12.19%	4.65%	3.32%	0.00%	1.45%
% du Portefeuille brut allant aux services	6.44%	4.89%	1.51%	18.46%	3.77%	0.00%	3.97%
% du Portefeuille brut allant à la consommation	5.45%	6.19%	13.25%	1.09%	2.66%	0.00%	2.39%
% du Portefeuille brut allant au logement	5.44%	5.20%	16.97%	0.00%	0.00%	0.00%	0.39%
% du Portefeuille brut allant à l'éducation	0.68%	0.72%	1.87%	0.00%	1.10%	0.00%	0.13%
% du portefeuille concentré à Port-au-Prince	41.43%	43.77%	15.92%	53.75%	44.70%	26.61%	54.41%
% du portefeuille dans les villes de province	35.89%	36.35%	64.29%	42.39%	42.14%	6.38%	10.81%
% du portefeuille allant au monde rural	22.69%	19.88%	19.80%	3.86%	13.16%	67.01%	34.78%
Nombre total de déposants (consolidé)	691,189	583,757	390,479	-	23,608	59,226	217,876
Nombre moyen de déposants par institution	8,037	6,788	5,578	-	2,951	59,226	54,469
% de déposants volontaires	93.71%	93.03%	93.22%	#DIV/0!	43.12%	100.00%	98.37%
Volume consolidé de dépôt	2,962,994,456	2,543,055,269	1,876,763,752	-	32,307,517	190,240,897	863,682,290
Volume moyen de dépôts par institution	34,453,424	29,570,410	26,810,911	-	4,038,440	190,240,897	215,920,573
Volume moyen de dépôts par déposant	4,287	4,356	4,806	#DIV/0!	1,368	-	3,964

3. ASPECTS MANAGERIAUX

La qualité de la gouvernance des IMF est analysée sur la base des critères suivants :

L'existence des organes de gestion et de contrôle

Une gestion administrative moderne

L'utilisation d'outils appropriés de gestion financière

La qualité du processus du crédit (*credit process*)

1. L'EXISTENCE D'ORGANE DE GESTION ET DE CONTROLE

Les IMF de l'enquête ont entre 2 et 4 niveaux de management (soit une moyenne de 3.2) elles sont pour la plupart dotées d'un conseil d'administration composé, en moyenne, de 6.4 membres qui se réunissent au moins une fois par mois en vue de prendre les grandes décisions. Dans certains cas, les réunions se font jusqu'à 2 fois par mois. Le conseil d'administration est assisté le plus souvent d'un ensemble de comités (crédit, surveillance, finance, etc.). Si le nombre de comités varie d'une institution à une autre, plus de 96.51% des IMF (83/86) ont un conseil d'administration et 68.60% un comité de crédit.

i. Gestion Administrative

La qualité de la gestion administrative des IMF est appréciée à partir de l'existence d'une culture d'utilisation des techniques et outils modernes de gestion tels que: la planification stratégique, les procédures administratives et comptables, l'existence d'un manuel de personnel et des programmes de formation du personnel. Sur cette base, 51 des 86 IMF étudiées ont une gestion administrative pouvant être qualifiée de très bonne ou au moins de bonne, c'est-à-dire remplissant les 4 conditions ci-dessus, alors que 25 sur 86 (29%) ont une gestion insuffisante.

ii. Gestion Financière

La gestion financière est analysée selon la même approche que la gestion administrative. Les critères utilisés à ce niveau sont: l'utilisation d'un budget et l'existence de mécanisme de contrôle budgétaire, l'établissement des projections financières, l'évaluation périodique de la situation et de la performance financière de l'institution, la vérification externe régulière des états financiers. Il paraît que la principale faiblesse des IMF continue de résider à ce niveau, vu que seules 25 des 83 IMF ont une gestion financière pouvant être taxée de très bonne ou de bonne, alors que 43 souffrent d'insuffisance évidente à ce niveau.

iii. La qualité du processus de crédit « Credit Process »

La qualité du « Credit Process » est analysée seulement sur la base de l'existence:

1. des politiques de crédit clairement définies (fixant notamment des limites ou des frontières en matière de crédit)
2. des procédures de crédit écrites et régulièrement révisées (fixant notamment le mode et le processus d'évaluation des demandes de crédit, et le processus d'approbation des dossiers)
3. l'existence d'un comité de crédit fonctionnel
4. un personnel de crédit formé

Sur cette base, 31 IMF ont effectivement un *credit process*, même si dans certains rares il est jugé insuffisant, alors que celui des 55 autres nécessitent de grandes améliorations.

TABLEAU 12: NOMBRE DE NIVEAUX DE MANAGEMENT ET FONCTIONNALITE DES ORGANES DE GESTION

	#niveaux de management	# de réunions du CA/an	#membres du CA	#IMFs ayant un CA	#IMF ayant un comité de crédit	Effectif total d'IMFs
Type d'institution						
CEC	3.2	21.5	6.6	70	48	70
Banque	4.0	17.3	3.7	3	3	3
ONG	2.9	22.2	6.4	5	5	8
Fondation	4.0	4.0	8.0	1	0	1
Association	-	-	-	0	0	0
Autres	3.0	5.5	5.5	4	3	4
Ensemble du secteur	3.2	20.4	6.4	83	59	86

TABLEAU 13: QUALITE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE

	Très bonne	Bonne	Moyenne	Insuffisante	Total
Type d'institution					
CEC	43	4	3	20	70
Banque	2	0	0	1	3
ONG	3	2	1	2	8
Fondation	1	0	0	0	1
Association	0	0	0	0	0
Autres	2	0	0	2	4
Ensemble du secteur	51	6	4	25	86
Pourcentage	59.30%	6.98%	4.65%	29.07%	100.00%

TABLEAU 14: QUALITE DE LA GESTION FINANCIERE

	Très bonne	Bonne	Moyenne	insuffisante	Total
Type d'institution					
CEC	10	7	16	37	70
Banque	0	1	0	2	3
ONG	4	1	1	2	8
Fondation	0	0	0	1	1
Association	0	0	0	0	0
Autres	2	0	1	1	4
Total	16	9	18	43	86
Pourcentage	18.60%	10.47%	20.93%	50.00%	100.00%

TABLEAU 15: QUALITE DU "CREDIT PROCESS" DANS SON ENSEMBLE

	Bon	acceptable	Insuffisant	Questionnable	Total
Type d'institution					
CEC	11	3	3	53	70
Banque	2	0	0	1	3
ONG	4	2	1	1	8
Fondation	1	0	0	0	1
Association	0	0	0	0	0
Autres	3	0	1	0	4
Total	21	5	5	55	86
Pourcentage	24.42%	5.81%	5.81%	63.95%	100.00%

4. ASPECTS MARKETING

Sur le plan marketing, les IMF de l'échantillon sont analysées sur la base de deux variables : le product-mix et la tarification.

1. LE PRODUCT-MIX

Le product-mix des IMF en Haïti ne se limite plus à des produits de crédit et d'épargne. Le secteur de la microfinance tend à se diversifier à la faveur des nouvelles technologies d'information et de communication. Les IMF offrent dans l'ensemble, au moins, cinq (5) autres produits et services tout en utilisant les technologies, dans certains cas, les plus modernes. A titre d'exemples : 28 IMF fournissent des services de change, 27 fournissent des services de chèque et 20 offrent des services de coffre fort. D'un autre côté, 34 (35.53%) utilisent le téléphone portable pour le recouvrement de créances (messages «sms », e-mail) et 24 (27.91%) sont totalement informatisés. Le tableau 16 présente la situation un peu plus détaillée.

i. Tarification des prêts et des dépôts

Les taux d'intérêt offert par les IMF sur les ressources de la clientèle sont, en moyenne, plus élevé que ceux offerts par les banques, mais ils varient en fonction du type d'épargne (épargne volontaire vs épargne forcée). Le taux sur l'épargne volontaire varie de 2 à 6% l'an, soit une moyenne de 2.5%

En ce qui concerne les IMF non coopératives, la rémunération des dépôts (provenant essentiellement des déposants obligés) n'est pas généralisée.

L'ensemble des IMF adopte, au niveau des prêts, des pratiques de tarification créant de grands écarts entre le taux nominal et le taux effectif. En effet, le taux nominal dans le secteur varie de 2% à 5%, le mois. Mais les frais de dossiers perçus en amont, les modalités de calcul des intérêts (*flat*, dans la plupart des cas), la maturité des prêts (6 mois, en moyenne) et l'obligation d'épargne parfois non rémunérée projettent le taux d'intérêt effectif à 72.51%. Ce taux effectif variant de 71 à 74% dépendant du type d'institution, reflète assez bien le niveau de risque dans le secteur, quand bien même il est caractérisé par

une certaine progressivité à rebours (le taux est une fonction inverse de la durée du prêt, alors que ce devrait être tout le contraire).

TABLEAU 16: PRODUITS AUTRE QUE L'ÉPARGNE ET LE CRÉDIT OFFERTS PAR LES IMF EN HAÏTI – TARIFICATION DES CRÉDITS ET DES RESSOURCES

	Ensemble de l'échantillon		2011 : Type d'institution				
	2011	2010	CEC	Banque	ONG	Fondation	Autres
Marketing							
<i>Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)</i>							
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	15	11	10	2	0	1	2
# d'inst. offrant le service de change	28	20	24	2	0	1	1
# d'inst. offrant le service d'assurance	6	4	2	1	1	1	1
# d'inst. offrant le service de chèque	27	20	25	1	1	0	0
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	20	17	19	1	0	0	0
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	1	0	1	0	0	0	0
<i>Technologies utilisées</i>							
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	3	2	3	0	0	0	0
# d'inst. utilisant la technologie portable	4	1	2	1	1	0	0
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	34	29	27	1	3	0	3
# d'inst. utilisant les services inter caisse	1	1	1	0	0	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	5	4	2	1	0	1	1
# d'inst. utilisant les services informatisés	24	20	10	2	7	1	4
<i>Pricing effectif</i>							
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	72.51%	70.69%	71.33%	83.33%	85.29%	54.95%	63.98%
Rémunération effective du passif	2.26%	2.62%	1.28%	1.91%	10.43%	0.80%	3.09%
Rémunération effective du passif	2.99%	2.67%	1.48%	2.31%	2.75%	4.81%	

5. PERFORMANCE DES IMF ETUDIÉES

1. STRUCTURE FINANCIÈRE

Au 30 septembre 2011, le ratio des fonds propres des IMF de l'enquête est de 25.84% et s'écarte légèrement et favorablement de son niveau de 24.61% en 2010. Ce ratio consolidé des 86 IMF de l'échantillon reste donc nettement au-dessus du seuil d'admissibilité réglementaire établi à 15% (norme de la BRH) pour les caisses d'épargne et de crédit. A noter que les sous-secteurs des CEC, des banques et des ONG sont tous caractérisés par l'adéquation de leurs fonds propres, en maintenant un niveau compris entre 24 et 59% tandis que l'ensemble des autres types d'institutions (fondations, associations et autres) ont conjointement un niveau de capitalisation variant de 15% à 17% en 2011.

Les emprunts institutionnels représentent 32,90% de la structure du passif des IMF de l'étude, contrairement aux établissements de crédit traditionnels financés à plus de 90% par des dépôts. Cette situation est due au fait que les institutions de plus grande taille (les filiales et satellites de banque) ne reçoivent pas, de manière autonome, des dépôts. Elles sont financées par des dotations à titre de prêt, de

la maison mère. Par ailleurs, les ONG et les associations, en dehors des fonds propres, sont financées presque exclusivement par des emprunts contractés auprès du secteur bancaire et autres institutions nationales et internationales

2. PERFORMANCE FINANCIERE

La performance financière est analysée sur la base de l'autosuffisance opérationnelle et financière et de la rentabilité de l'investissement (ROA et ROE).

3. AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE ET FINANCIERE.

L'ensemble des IMF de l'étude affiche un coefficient d'autosuffisance opérationnelle de 1.08, en 2011. Ce coefficient reste pratiquement inchangé par rapport à 2010 où il était de 1.09. Il est au-dessus de son seuil d'acceptabilité établi à l'unité (1) pour tous les types d'institutions, à l'exception des ONG et des fondation pour lesquels il est établi à moins de 0.7, sinon négatif.

4. RENTABILITE DE L'ACTIF (ROA) ET DES FONDS PROPRES (ROE)

En 2011, la rentabilité de l'investissement en termes d'actif de l'échantillon est de 1.90%. En ce qui concerne la rentabilité des fonds propres (ROE), elle est établie à 7.53%, soit une hausse de près de 4 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Il s'agit là d'une détérioration importante de performance, due essentiellement au retour de 2 importantes institutions appartenant au secteur non coopératif.

5. RENDEMENT BRUT ET MARGE D'INTERMEDIATION

Le rendement brut du portefeuille, mesuré en rapportant les revenus bruts tirés des opérations de crédit au portefeuille brut moyen, est passé de 44.02% en 2009 à 44.14% en 2010. Alors que le coût moyen du passif est passé de 2.62% en 2010 à 2.26% en 2011, laissant une marge d'intermédiation de 41.88 (contre 41.40% en 2010).

Le grand écart observé entre le taux d'intérêt effectivement chargé par les IMF (72.51%) et le taux de rendement brut du portefeuille (44.14%) reste toujours un sujet de préoccupation. Le rapport entre ces deux taux est de 61%, soit un écart de perceptions d'intérêt (différence entre les intérêts perçus et les intérêts facturés) de 39%. Ce qui suggère, à première vue, un taux de recouvrement brut relativement faible, ou un taux d'improductivité du portefeuille ou encore un portefeuille à risque plus élevé que ce qui a été déclaré (39% vs 10.25%) par les enquêtés. Cependant d'autres facteurs peuvent expliquer cet écart, dont :

- un volume important de prêts octroyé en fin d'exercice
- la pratique d'une comptabilisation des intérêts sur une base de caisse par bon nombre d'institutions
- un niveau élevé de prêts devenus réguliers à la faveur des restructurations ou des rééchelonnements
- un faible niveau de décaissement pour l'exercice ajouté à un volume important de prêts restructurés, entraînant des manques à gagner en frais de dossier et une baisse, par conséquent, du taux d'intérêt effectivement perçu.

A noter que le niveau apparemment élevé du taux d'intérêt effectif (72.51%) est justifié dans le secteur de la microfinance par le haut niveau de risques (secteur très sensible au contexte sociopolitique), le niveau

élevé des coûts opérationnels par unité monétaire prêtée et aussi le coût des fonds. En effet, certaines institutions de microfinance (notamment les ONG et Associations) empruntent des banques aux conditions du « marché des prêts aux entreprises formelles » pour financer leurs opérations de crédit.

6. EFFICIENCE OPERATIONNELLE

Une amélioration non négligeable de l'efficacité a été enregistrée au cours de l'exercice 2010-2011 dans le secteur de la microfinance. Les dépenses opérationnelles sont passées à 34.41% du portefeuille brut alors qu'elles en représentaient 45.10% en 2009-2010 et les dépenses opérationnelles par agence ou succursale sont passées de 6.4 millions de gourdes à 5.6 millions de gourdes, soit une baisse de 13.4% par rapport à leur niveau de 2010.

7. PRODUCTIVITE DU PERSONNEL

Avec 51 emprunteurs et 1.3 millions de gourdes de portefeuille par employé en 2011, la productivité dans le secteur des IMF est encore faible, et stable par rapport à 2010 (eu égard au nombre de prêts gérés par employés et non au volume) où chaque employé gérait 53 emprunteurs et un portefeuille de 1.31 million de gourdes. A noter que la productivité du personnel est de moins de 1/3 de celle de la plupart des pays de la Région. En effet, le nombre de prêts par employé de microfinance en République Dominicaine est de 194 et 194 au Mexique (réf : Mix Market).

8. QUALITE DE L'ACTIF

La qualité de l'actif est analysée sous l'angle de la qualité du portefeuille, du taux de l'actif sujet à risque et du taux de l'actif générateur de revenus (actif productif par nature).

i. La qualité du portefeuille

La qualité du portefeuille consolidé des 86 IMF analysées s'est améliorée en 2011 par rapport à l'année antérieure, avec un taux de portefeuille à risque passé de 13.09% à 10.25%. Ce portefeuille à risque est provisionné à 91.09% et 73% respectivement en 2011 et 2010,. Pendant cette période, la qualité du portefeuille de l'ensemble du secteur bancaire haïtien a varié dans le même sens de celui des IMF, passant de 5.17% à 3.73%.

ii. Le taux de l'actif sujet à risque

Le taux de l'actif sujet à risque, dans une optique prudentielle, est le total de l'actif pondéré en utilisant les coefficients de pondération risque établis par les autorités prudentielles. Si dans le secteur bancaire haïtien, ce taux a atteint 37.59% en 2011 et 47.56% en 2010 en raison de la forte liquidité bancaire, de l'importance grandissante des bons BRH dans la structure du bilan des banques et la bonne couverture des prêts par des garanties extrinsèques prudentiellement admissibles, dans le secteur de la microfinance c'est tout le contraire. Le portefeuille de prêts représente l'essentiel de l'actif ou des investissements, et la couverture des prêts par des garanties admissibles n'est pas de pratique courante dans le secteur de la microfinance. Ainsi, le taux de l'actif sujet à risque est de 72.40% pour les 86 institutions de l'enquête. Ce qui suggère que, dans une perspective prudentielle, le risque de crédit auquel s'exposent les IMF est 1.93 fois plus élevé que celui du secteur des banques commerciales.

iii. Taux d'actifs générateurs de revenus

62.55% des ressources des IMF sont investies dans des actifs générateurs de revenus par nature, notamment le portefeuille de crédit qui absorbe 57.63% de l'ensemble des ressources des 86 IMF de l'échantillon. Les placements productifs d'intérêt, de leur côté, représentant 4.92% de l'actif total. En ce qui concerne les actifs improductifs par nature (encaisse, immobilisations, autres actifs), ils comptent pour

37.45% du total brut, avec une certaine prédominance des liquidités (22.30% de l'actif). A noter que le niveau de liquidités des CEC est dû essentiellement au fait qu'elles sont assujetties désormais aux obligations de réserves imposées par les autorités prudentielles.

6. APPORT SOCIO-ECONOMIQUE DIRECT

L'apport socio-économique direct des IMF étudiées est analysé sur la base des emplois directs créés, de la valeur ajoutée directe générée et des revenus de salaires distribués, notamment en milieux défavorisés.

1. EMPLOIS DIRECTS

Les 86 institutions étudiées emploient un total de 3,025 personnes dont 1,958 hommes et 1,067 femmes, percevant un salaire global de 752,3 millions de gourdes. A ces 3025 emplois, il convient d'ajouter le nombre d'emprunteurs, vu qu'en microcrédit le signataire est le premier et dans certains cas, le seul employé de l'entreprise. Autant dire que les IMF de l'échantillon sont génératrices d'un total de 186,622 emplois directs, soit une moyenne de 2,170 emplois par institution. A noter que c'est par conservatisme que seul le nombre d'emprunteurs est ajouté au nombre d'emplois directs, considérant que certaines micro-entreprises bénéficiaires emploient d'autres personnes que le propriétaire.

2. VALEUR AJOUTEE GENEREE ET REVENUS DE SALAIRES

La valeur ajoutée d'une institution financière est représentée par son produit net bancaire, c'est-à-dire la différence entre les revenus bruts perçus et les charges d'intérêts. En ce sens, les IMF de l'étude créent une valeur ajoutée directe (compte non tenu de la valeur ajoutée des bénéficiaires de crédit) de 1.73 milliards de gourdes. Un total de 0.75 milliard de cette valeur ajoutée (soit 43%) rémunère des employés de ces IMF, d'où un revenu par employé de 235,176 gourdes, soit 8 fois le revenu per capita en Haïti en 2011, d'après les statistiques officielles et provisoires.

ENCADRE 2: SYNTHÈSE DES RESULTATS DE D'ECHANTILLON : PERFORMANCE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2011 par type d'institution				
	2011	2010	CEC	Banque	ONG	Fondation	Autres
Structure financière							
Ratio de capitalisation	25.84%	24.61%	23.41%	59.35%	53.70%	16.82%	14.99%
Coefficient de levier financier	3.87	4.06	4.27	1.69	1.86	5.95	6.67
Rapport Dépôts/Portefeuille brut	62.1%	69.2%	126.5%	0.0%	16.4%	246.4%	44.9%
Rapport Dépôts/Total ressources	38.3%	37.8%	65.9%	0.0%	11.2%	41.7%	28.2%
Ratio Dépôts/Total du passif	51.7%	50.1%	86.1%	0.0%	24.2%	50.1%	33.2%
Endettement financier institutionnel	32.9%	34.3%	0.3%	81.5%	56.0%	28.4%	51.6%
Performance financière							
ROA	1.90%	2.79%	4.92%	15.10%	-25.48%	-36.89%	3.39%
ROE	7.53%	11.34%	20.82%	33.84%	-46.81%	-133.24%	26.52%
Autosuffisance opérationnelle	1.08	1.09	1.40	1.61	0.69	(1.94)	1.11
Marge et rendement							
Marge nette	7.44%	8.15%	28.49%	38.08%	-45.94%	0.00%	9.75%
Taux de rendement brut de l'actif	25.56%	34.25%	17.26%	39.66%	55.46%	-24.34%	34.77%
Taux de rendement brut du portefeuille	44.14%	62.79%	31.19%	47.05%	100.64%	136.74%	64.55%
Taux de rendement réel du portefeuille	30.56%	55.48%	18.83%	33.20%	81.74%	114.44%	49.05%
Coût moyen des dettes	2.26%	2.62%	1.28%	1.91%	10.43%	0.80%	3.09%
Marge brute d'intermédiation	41.88%	60.16%	29.91%	45.14%	90.20%	135.94%	61.46%
Efficiences opérationnelles							
Dépenses opér. en % du portefeuille brut	34.41%	45.10%	20.59%	25.22%	96.42%	67.63%	46.02%
Rémunération du personnel en % du portef. brut	17.82%	19.49%	7.70%	11.15%	59.47%	34.09%	27.35%
Coût opérationnel par emprunteur	8,758	11,188	9,989	15,993	6,956	5,707	7,573
Coût opérationnel par gourde d'actif	0.20	0.25	0.11	0.23	0.67	0.12	0.25
Coût opérationnel par agence	4,915,496	6,422,241	2,164,975	7,143,728	4,156,815	4,656,313	9,026,348

ENCADRE 2 (SUITE): SYNTHÈSE DES RESULTATS DE D'ÉCHANTILLON : PERFORMANCE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2011 par type d'institution				
	2011	2010	CEC	Banque	ONG	Fondation	Autres
Productivité							
Nombre d'emprunteurs par employé	61	53	41	42	79	35	81
Portefeuille brut par employé	1,576,188	1,309,428	2,043,943	2,647,549	608,370	236,835	1,552,184
Nombre d'épargnants volontaires par employé	214	194	501	-	31	182	173
Volume d'épargne volontaire par employé	842,784	783,783	2,050,359	-	23,655	583,561	697,056
Qualité du portefeuille							
Pourcentage du portefeuille à risque	10.25%	13.09%	14.05%	9.44%	26.22%	8.22%	6.22%
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	90.90%	71.03%	63.83%	177.44%	100.73%	49.16%	61.69%
Taux de l'actif générateur de revenus	61.17%	53.93%	49.62%	83.78%	55.20%	35.46%	68.35%
Performance socio-économique							
Revenus bruts générés par les IMF de l'échantillon	1,849,609,304	2,306,926,644	438,012,020	542,653,583	141,744,057	438,012,020	867,942,974
Valeur ajoutée directe	1,727,443,451	2,173,794,975	413,172,815	528,197,144	129,593,103	(144,105,233)	800,585,622
% de la valeur ajoutée rémunérant le personnel	43.55%	32.95%	24.79%	26.61%	81.12%	0.00%	46.23%
Valeur ajoutée directe par institution	20,086,552	25,276,686	5,902,469	176,065,715	16,199,138	(144,105,233)	200,146,406
Rémunération par employé	258,034	255,258	148,898	276,133	333,191	99,671	348,701
Rapport entre le salaire per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays	8.6	8.9	5.0	9.3	11.2	3.3	11.7
Marketing							
Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)							
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	15	11	10	2	0	1	2
# d'inst. offrant le service de change	28	20	24	2	0	1	1
# d'inst. offrant le service d'assurance	6	4	2	1	1	1	1
# d'inst. offrant le service de chèque	27	20	25	1	1	0	0
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	20	17	19	1	0	0	0
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	1	0	1	0	0	0	0
Technologies utilisées							
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	3	2	3	0	0	0	0
# d'inst. utilisant la technologie portable	4	1	2	1	1	0	0
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	34	29	27	1	3	0	3

ENCADRE 2 (SUITE): SYNTHÈSE DES RESULTATS DE D'ECHANTILLON : PERFORMANCE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2011 par type d'institution				
	2011	2010	CEC	Banque	ONG	Fondation	Autres
# d'inst. utilisant les services intercaisse	1	1	1	0	0	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	5	4	2	1	0	1	1
# d'inst. utilisant les services informatisés	24	20	10	2	7	1	4
Pricing effectif							
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	72.51%	70.69%	71.33%	83.33%	85.29%	54.95%	63.98%
Rémunération effective du passif	2.26%	2.62%	1.28%	1.91%	10.43%	0.80%	3.09%
Gouvernance et caractéristiques managériales							
Nombre de niveaux de management	3	3	3	4	3	4	3
Nombre d'institutions ayant un CA	83	74	70	3	5	1	4
Nombre d'institutions ayant un comité de crédit	59	54	48	3	5	-	3
Nombre de réunions du CA par années	20	14	22	17	22	4	6
Nombre de membres du CA	6	6	7	4	6	8	6
Qualité du système de gestion administrative							
Très bonne (nombre d'institutions)	51/86	46/80	43/70	2/3	3/8	1/1	2/4
Bonne	6/86	4/80	4/70	0/3	2/8	0/1	0/4
Moyenne	4/86	5/80	3/70	0/3	1/8	0/1	0/4
Nécessitant des profondes améliorations	25/86	22/80	20/70	1/3	2/8	0/1	2/4
Qualité du système de gestion financière							
Très bonne (nombre d'institutions)	16/86	14/80	10/70	0/3	4/8	0/1	2/4
Bonne	9/86	7/80	7/70	1/3	1/8	0/1	0/4
Moyenne	18/86	22/80	16/70	0/3	1/8	0/1	1/4
Nécessitant des profondes améliorations	43/86	37/80	37/70	2/3	2/8	1/1	1/4
Qualité du "credit process" dans son ensemble							
Bon	21/86	20/80	11/70	2/3	4/8	1/1	3/4
Acceptable	5/86	13/80	3/70	0/3	2/8	0/1	0/4
Insuffisant	5/86	18/80	3/70	0/3	1/8	0/1	1/4
Questionnable	55/86	29/80	53/70	1/3	1/8	0/1	0/4

ENCADRE 2 A : COMPARAISON TEMPORELLE DE LA PERFORMANCE DU SECTEUR SUR LA BASE DE L'ECHANTILLON

	Ensemble de l'échantillon					
	2011	2010	2009	2008	2007	2006
Structure financière						
Ratio de capitalisation	25.84%	24.61%	25.32%	22.47%	26.10%	25.20%
Coefficient de levier financier	3.87	4.06	3.95	4.45	3.83	3.97
Rapport Dépôts/Portefeuille brut	62.1%	69.2%	58.99%	56.44%	48.89%	49.89%
Rapport Dépôts/Total ressources	38.3%	37.8%	38.84%	36.07%	33.53%	32.76%
Ratio Dépôts/Total du passif	51.7%	50.1%	52.01%	47.54%	46.36%	44.88%
Endettement financier institutionnel	32.9%	34.3%	39.84%	46.20%	49.10%	49.07%
Performance financière						
ROA	1.90%	2.79%	4.50%	1.52%	5.23%	8.90%
ROE	7.53%	11.34%	17.78%	5.92%	18.90%	32.90%
Autosuffisance opérationnelle	1.08	1.09	1.20	1.05	1.16	1.40
Marge et rendement						
Marge nette	7.44%	8.15%	16.53%	4.47%	13.71%	28.41%
Taux de rendement brut de l'actif	25.56%	34.25%	27.24%	34.10%	38.15%	31.31%
Taux de rendement brut du portefeuille	44.14%	44.04%	41.36%	46.15%	55.62%	47.61%
Taux de rendement réel du portefeuille	30.56%	55.48%	48.33%	22.00%	44.09%	31.32%
Coût moyen des dettes	2.26%	2.62%	2.67%	4.20%	5.13%	3.85%
Marge brute d'intermédiation	41.88%	60.16%	38.69%	41.96%	50.49%	43.76%
Efficiences opérationnelles						
Dépenses opér. en % du portefeuille brut	34.41%	45.10%	27.22%	39.42%	36.90%	26.20%
Rémunération du personnel en % du portef. brut	17.82%	19.49%	14.35%	21.51%	17.67%	15.22%
Coût opérationnel par emprunteur	8,758	11,188	5,565	6,947	6,293	4,695
Coût opérationnel par gourde d'actif	0.20	0.25	0.18	0.26	0.25	0.17
Coût opérationnel par agence	4,915,496	6,422,241	3,601,019	5,125,503	4,716,179	2,815,875
Productivité						
Nombre d'emprunteurs par employé	61	53	61	65	68	54
Portefeuille brut par employé	1,576,188	1,309,428	1,239,771	1,178,081	1,153,664	970,092
Nombre d'épargnants volontaires par employé	214	194	180	171	138	74
Volume d'épargne volontaire par employé	842,784	783,783	604,234	554,601	455,834	396,568

ENCADRE 2 A : COMPARAISON TEMPORELLE DE LA PERFORMANCE DU SECTEUR SUR LA BASE DE L'ECHANTILLON (SUITE)

	Ensemble de l'échantillon					
	2011	2010	2009	2008	2007	2006
Qualité du portefeuille						
Pourcentage du portefeuille à risque	10.25%	13.09%	11.85%	14.58%	12.34%	11.26%
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	90.90%	71.03%	76.29%	44.46%	75.39%	68.11%
Taux de l'actif générateur de revenus	61.17%	53.93%	66.29%	71.43%	71.31%	73.76%
Performance socio-économique						
Revenus bruts générés par les IMF de l'échantillon	1,849,609,304	2,306,926,644	1,400,917,747	1,520,103,339	1,563,710,705	1,125,451,273
Valeur ajoutée directe	1,727,443,451	2,173,794,975	1,298,252,190	1,381,251,792	1,411,601,361	1,024,348,679
% de la valeur ajoutée rémunérant le personnel	43.55%	32.95%	37.45%	45.85%	35.19%	35.12%
Valeur ajoutée directe par institution	20,086,552	25,276,686	15,641,593	17,265,647	17,645,017	13,132,675
Rémunération par employé	258,034	255,258	177,944	250,826	203,843	147,607
Rapport entre le salaire per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays	8.6	8.9	6.1	7.9	7.17	6.3
Marketing						
<i>Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)</i>						
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	15	11	11	11	9	9
# d'inst. offrant le service de change	28	20	20	20	19	19
# d'inst. offrant le service d'assurance	6	4	4	4	4	4
# d'inst. offrant le service de chèque	27	20	20	20	19	19
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	20	17	17	17	16	16
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	1	0	0	0	0	0
Technologies utilisées						
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	3	2	2	2	2	2
# d'inst. utilisant la technologie portable	4	1	1	1	1	1
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	34	29	29	29	26	26
# d'inst. utilisant les services inter caisse	1	1	1	1	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	5	4	4	4	3	3
# d'inst. utilisant les services informatisés	24	20	20	20	19	19
Pricing effectif						
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	72.51%	70.69%	72.80%	73.98%	73.81%	73.81%
Rémunération effective du passif	2.26%	2.62%	2.67%	4.20%	5.13%	3.85%

ENCADRE 2 A : COMPARAISON TEMPORELLE DE LA PERFORMANCE DU SECTEUR SUR LA
BASE DE L'ÉCHANTILLON (SUITE)

	Ensemble de l'échantillon					
	2011	2010	2009	2008	2007	2006
Gouvernance et caractéristiques managériales						
Nombre de niveaux de management	3	3	3	3	3	3
Nombre d'institutions ayant un CA	83	74	74	74	74	74
Nombre d'institutions ayant un comité de crédit	59	54	54	54	55	55
Nombre de réunions du CA par années	20	14	14	14	12	12
Nombre de membres du CA	6	6	6	6	6	6
Qualité du système de gestion administrative						
Très bonne (nombre d'institutions)	51/86	46/80	46/80	46/80	57/80	57/81
Bonne	6/86	4/80	4/80	4/80	3/80	3/81
Moyenne	4/86	5/80	5/80	5/80	0/80	0/81
Nécessitant des profondes améliorations	25/86	22/80	22/80	22/80	20/80	20/81
Qualité du système de gestion financière						
Très bonne (nombre d'institutions)	16/86	14/80	14/80	14/80	16/80	16/81
Bonne	9/86	7/80	7/80	7/80	6/80	6/81
Moyenne	18/86	22/80	22/80	22/80	20/80	20/81
Nécessitant des profondes améliorations	43/86	37/80	37/80	37/80	38/80	38/81
Qualité du "credit process" dans son ensemble						
Bon	21/86	20/80	20/80	20/80	23/80	23/81
Acceptable	5/86	13/80	13/80	13/80	13/80	13/81
Insuffisant	5/86	18/80	18/80	18/80	15/80	15/81
Questionnable	55/86	29/80	29/80	29/80	29/80	29/81

V. ANALYSE INFÉRENTIELLE

Il s'agit maintenant d'inférer les données de l'échantillon à la population totale des IMF formelles. Cette analyse se fait en trois (3) étapes.

La première étape consiste à identifier les indicateurs au niveau desquels nous estimons la taille du marché ou du secteur de la microfinance.

La deuxième étape consiste à calculer les résultats moyens de l'échantillon pour chacun des indicateurs, et pour chaque sous population.

Dans la troisième étape, les résultats moyens des indicateurs sont multipliés par la sous population correspondante avant leur sommation.

1. LES INDICATEURS QUANTITATIFS DU MARCHÉ RETENUS

Le marché formel de la microfinance (marché actuel) sera quantifié sur la base des indicateurs suivants :

L'actif total ou la taille du bilan consolidé

Le portefeuille brut et le nombre d'emprunteurs

Le volume d'épargne et le nombre d'épargnants

Les revenus bruts générés par le secteur

Les bénéfices générés

Le nombre d'emplois créés ou garantis

La valeur ajoutée directe.

2. LES CHIFFRES MOYENS DE L'ÉCHANTILLON AU NIVEAU DES INDICATEURS RETENUS

Les chiffres moyens font l'objet de l'encadré 3. A remarquer qu'un chiffre moyen est calculé pour chaque type institution de l'échantillon et que les caisses d'épargne et de crédit sont éclatées en quatre sous-populations : les grandes caisses (type 1), les caisses moyennes bénéficiaires d'encadrement technique (type 2), les caisses non encadrées (type 3), les petites caisses du Nord-Ouest encadrées par KNFP (type 4).

Cette approche est justifiée par l'hétérogénéité du sous-secteur, associée au caractère non aléatoire de l'échantillon. En effet, une moyenne générale basée sur un échantillon non aléatoire de caisses d'épargne et de crédit risquerait d'être non représentative de la sous-population. En témoigne le grand écart existant entre les chiffres moyens enregistrés au niveau de différents types de caisse.

3. ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHÉ SELON DIFFÉRENTS CRITÈRES

L'encadré 4 présente d'abord l'effectif total des différentes strates de la population d'IMF, puis la taille du marché par strate selon différents critères et enfin, la taille globale du marché.

1. TAILLE ET REPARTITION DU MARCHÉ EN TERMES D'ACTIF, DE PORTEFEUILLE ET D'ÉPARGNE.

Au 30 septembre 2011, l'actif total du secteur formel de la microfinance s'élève à 10.8 milliards de gourdes et est réparti entre 196 institutions regroupées en quatre catégories (CEC, IMF affiliées aux banques, ONG, et autres). Les IMF affiliées aux banques qui sont actuellement au nombre de 4 contrôlent 18.39% de l'actif total du secteur.

Le portefeuille brut du secteur est estimé à 6.9 milliards de gourdes (contre 4.8 milliards en 2010), pour 310,064 emprunteurs environ. En ce qui concerne l'épargne, au 30 septembre 2011, le secteur a collecté 4.44 milliards de gourdes auprès de 1,169,273 déposants environ. Comme le montre le tableau 17, le portefeuille et l'épargne n'ont pas forcément la même structure par type d'institution. Les CEC qui sont au nombre de 175 contrôlent 28.80% du portefeuille et 54.18% des dépôts. Alors que les quatre (4) IMF liées aux banques contrôlent 26% du portefeuille contre 30.42% en 2010. Les fondations, associations, ONG et autres sont les grands bénéficiaires de cette augmentation de 47% du portefeuille brut, en contrôlant dorénavant 45.13% de ce dernier.

D'un autre côté, Il paraît que si les CEC sont responsables du niveau élevé des déposants, la responsabilité du grand nombre des emprunteurs est attribuable aux IMF classées dans la catégorie ONG et « Autres » (ONG/Fondations/Associations/Autres), lesquelles comptent 69.22% de l'effectif des emprunteurs du secteur.

TABLEAU 17: STRUCTURE DU SECTEUR EN 2011

Volume (en HTG)				
Type d'IMF	Portefeuille	%	Dépôts	%
CEC	1,976,341,836	28.80%	2,408,777,980	54.18%
Banques	1,788,218,174	26.06%	14,150,281	0.32%
ONG	246,389,895	3.59%	40,384,396	0.91%
Autres	2,850,231,531	41.54%	1,982,241,354	44.59%
Total	6,861,181,437	100.00%	4,445,554,011	100.00%
Structure du secteur	#emprunteurs	%	#déposants	%
CEC	56,570	18.24%	642,292	54.93%
Banques	38,945	12.56%	8,180	0.70%
ONG	31,819	10.26%	29,510	2.52%
Autres	182,730	58.93%	489,291	41.85%
Total	310,064	100.00%	1,169,273	100.00%

REVENUS BRUT GÉNÉRÉS ET PROFITS RÉALISÉS

Pour l'exercice 2010- 2011, les revenus bruts annuels générés par le secteur atteignent 2.80 milliards de gourdes (y compris les revenus hors-crédit), soit une augmentation de 0.18 millions de gourdes par rapport à l'exercice 2009-2010. Le profit réalisé avant impôt s'élève à 422.4 millions de gourdes, soit une hausse de 50% par rapport à l'exercice précédent. Il est donc évident que 2010-2011 a un excellent exercice pour le secteur de la microfinance, en termes de pouvoir de génération de bénéfices. A noter que cette performance est essentiellement due aux activités de crédit du secteur, contrairement au dernier

exercice (2009-2010), où le secteur était, de manière substantielle, tributaire de subventions pour faire à la situation post-séisme.

Le tableau 19 présente le compte d'exploitation consolidé et simplifié du secteur.

3. VALEUR AJOUTEE ET EMPLOIS

Le secteur de la microfinance (composante formelle) génère pour 2011 une valeur ajoutée directe de 2.6 milliards de gourdes, soit environ 1% du PIB. Il emploie directement 4,733 personnes. Ainsi, lorsqu'on compte les 310,064 emprunteurs, on peut évaluer le nombre d'emplois créés et/ou stabilisés à 314,796.

ENCADRE 3: ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHE SELON DIFFERENTS CRITERES : LES CHIFFRES MOYENS DE L'ECHANTILLON PAR IMF

	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
Nombre de déposants	14,571	3,951	2,769	119	2,045	2,951	69,899	155,531
Nombre de déposants volontaires	13,656	3,691	2,613	14	2,045	1,273	68,717	151,234
Nombre de déposés obligés	915	260	156	104	-	1,679	1,182	4,296
Nombre d'emprunteurs	941	300	286	140	9,736	3,182	26,104	52,015
Hommes	584	170	103	77	3,919	529	3,284	8,711
Femmes	357	130	184	63	5,818	2,653	22,820	43,305
Nombre d'agences ou bureaux	1.39	1.11	2.9	1.0	14.0	5.4	20.0	
Volume de dépôts	81,126,002	13,332,105	7,645,145	167,381	3,537,570	4,038,440	283,177,336	583,264,876
Volume de dépôts volontaires	64,173,954	10,909,025	5,358,554	76,423	3,537,570	958,031	282,935,086	558,189,542
Volume de dépôts obligatoires	16,952,048	2,423,080	2,286,590	90,958	-	3,080,409	242,250	25,075,335
Portefeuille brut	63,252,590	10,441,001	6,787,149	885,516	447,054,544	24,638,990	407,175,933	1,037,443,888
Actif total	125,265,483	18,942,761	9,225,818	853,895	495,464,115	36,055,743	719,154,061	1,861,249,463
Revenus bruts	18,992,889	2,929,711	1,766,822	259,449	230,200,730	17,718,007	163,264,546	294,388,823
Bénéfice net	6,411,357	443,007	(215,800)	(58,037)	61,439,438	(8,139,770)	15,156,242	(138,293,935)
Apport socio-économique								
Nombre d'emplois directs	22	9	7	2	175	41	316	898
Valeur ajoutée	18,074,119	2,691,669	1,670,080	192,947	225,400,117	16,199,138	142,394,100	262,516,936

ENCADRE 4: CALCUL DE TAILLE DU MARCHE AU 30/9/11 A PARTIR DES CHIFFRES MOYENS DE L'ECHANTILLON ET DE LA POPULATION TOTALE

Calcul de la taille du marché	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
Population totale d'IMFs	13	44	100	18	4	10	7	196
Nombre de déposants	189,428	173,842	276,886	2,136	8,180	29,510	489,291	1,169,273
Nombre de déposants volontaires	177,529	162,383	261,271	260	8,180	12,725	481,019	1,103,368
Nombre de déposés obligés	11,899	11,460	15,614	1,876	-	16,785	8,272	65,905
Nombre d'emprunteurs	12,229	13,210	28,614	2,517	38,945	31,819	182,730	310,064
Hommes	7,591	7,477	10,257	1,382	15,674	5,289	22,988	70,658
Femmes	4,637	5,733	18,357	1,135	23,271	26,530	159,742	239,406
Volume de dépôts	1,054,638,032	586,612,624	764,514,466	3,012,858	14,150,281	40,384,396	1,982,241,354	4,445,554,011
Volume de dépôts volontaires	834,261,403	479,997,117	535,855,422	1,375,620	14,150,281	9,580,311	1,980,545,604	3,855,765,758
Volume de dépôts obligatoires	220,376,629	106,615,507	228,659,044	1,637,238	-	30,804,085	1,695,750	589,788,253
Nombre d'agences ou bureaux	18.06	48.89	285.71	18.00	56.00	53.75	140.00	620
Portefeuille brut	822,283,672	459,404,023	678,714,859	15,939,282	1,788,218,174	246,389,895	2,850,231,531	6,861,181,437
Actif total	1,628,451,276	833,481,480	922,581,755	15,370,113	1,981,856,458	360,557,430	5,034,078,429	10,776,376,942
Revenus bruts	246,907,553	128,907,285	176,682,172	4,670,074	920,802,918	177,180,071	1,142,851,824	2,798,001,897
Bénéfice net	83,347,644	19,492,286	(21,579,992)	(1,044,663)	245,757,753	(81,397,698)	106,093,694	350,669,024
Apport socio-économique								
Nombre d'emplois directs	290	386	700	38	701	405	2,212	4,733
Valeur ajoutée directe	234,963,543	118,433,450	167,007,952	3,473,051	901,600,466	161,991,379	996,758,700	2,584,228,541
PIB- Haïti (en HTG courants)								297,687,000,000
% de l'apport direct des IMF au PIB du pays								0.87%

ENCADRE 5: SYNTHÈSE DE L'ANALYSE DES RESULTATS (2011) DU SECTEUR OBTENUS PAR EXTRAPOLATION

Structure financière	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banques	ONG	Autres	Total
Ratio de capitalisation	24.78%	18.13%	14.30%	41.92%	37.87%	53.70%	16.19%	22.76%
Coefficient de levier financier	3.03	4.52	5.99	1.39	1.64	0.86	5.18	3.39
Rapport Dépôts/Portefeuille brut	128.26%	127.69%	112.64%	18.90%	0.79%	16.39%	69.55%	64.79%
Rapport Dépôts/Total ressources	64.76%	70.38%	82.87%	19.60%	0.71%	11.20%	39.38%	41.25%
Ratio Dépôts/Total du passif	86.10%	85.97%	96.14%	33.75%	1.15%	24.19%	46.98%	53.38%
Endettement financier institutionnel	13.90%	14.03%	3.86%	66.25%	98.85%	75.81%	53.02%	46.62%
Ratio fonds propres/Actifs risques	27.45%	24.00%	22.35%	53.96%	43.67%	60.78%	18.16%	26.92%
Performance financière								
ROA	5.12%	2.34%	-2.34%	-6.80%	12.40%	-22.58%	2.11%	3.25%
ROE	20.65%	12.90%	-16.36%	-16.21%	32.74%	-42.04%	13.01%	14.30%
Autosuffisance opérationnelle	1.46	1.10	0.82	0.77	1.34	0.50	0.92	1.03
Marge et rendement								
Marge nette	33.76%	15.12%	-12.21%	-22.37%	26.69%	-45.94%	9.28%	12.53%
Taux de rendement brut de l'actif	15.16%	15.47%	19.15%	30.38%	46.46%	49.14%	22.70%	25.96%
Taux de rendement brut du portefeuille	28.73%	25.56%	23.93%	27.60%	50.57%	52.77%	33.38%	36.53%
Taux de rendement réel du portefeuille	20.46%	16.91%	15.10%	19.20%	44.83%	47.29%	25.65%	29.16%
Coût moyen des dettes	0.98%	1.53%	1.22%	13.41%	1.56%	9.10%	3.46%	2.57%
Marge brute d'intermédiation	27.76%	24.02%	22.71%	14.19%	49.01%	43.67%	29.92%	33.96%
Efficience opérationnelle								
Dépenses opér. en % du portefeuille brut	17.71%	21.13%	24.19%	7.52%	33.76%	86.46%	27.59%	29.31%
Rémunération du personnel en % du portef. brut	5.90%	9.76%	15.25%	3.21%	17.18%	53.33%	16.65%	16.19%
Coût opérationnel par emprunteur	11,906	7,350	5,738	476	15,500	6,695	4,304	6,487
Coût opérationnel par gourde d'actif	0.089	0.116	0.178	0.078	0.305	0.591	0.156	0.187
Coût opérationnel par agence	8,064,024	1,985,857	574,681	66,631	10,779,578	3,963,474	5,617,626	3,241,801
Coefficient d'exploitation	0.62	0.82	0.98	0.35	0.67	1.32	0.79	0.78

ENCADRE 5 (SUITE): SYNTHES DE L'ANALYSE DES RESULTATS (2011) DU SECTEUR OBTENUS PAR EXTRAPOLATION

Productivité	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
Nombre d'emprunteurs par employé	42	34	41	66	56	79	83	66
Portefeuille brut par employé	2,832,206	1,189,481	969,593	419,455	2,550,953	608,370	1,288,531	1,449,784
Nombre d'épargnants volontaires par employé	611	420	373	7	12	31	217	233
Volume d'épargne volontaire par employé	2,873,461	1,242,800	765,508	36,201	20,186	23,655	895,364	814,732
Actif par employé	5,820,758	2,338,222	1,454,591	511,999	3,238,460	1,078,682	2,330,467	2,428,439
Nombre de comptes de prêts par succursale	677	270	100	140	695	592	1,305	500
Actif par succursale	93,597,796	18,471,957	3,563,748	1,080,886	40,538,580	8,127,745	36,821,381	18,524,439
Qualité du portefeuille								
Pourcentage du portefeuille à risque	11.61%	24.80%	7.23%	17.85%	7.61%	26.22%	7.05%	9.66%
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	62.63%	56.52%	194.92%	141.24%	150.06%	100.73%	60.16%	92.61%
Taux de l'actif générateur de revenus	48.92%	48.65%	63.82%	77.55%	81.66%	50.33%	62.04%	62.41%
Coefficient de risque de l'actif	0.64	0.67	0.79	0.90	0.89	0.75	0.72	0.75
Liquidité								
Ratio liquidité/actif total	0.37	0.36	0.23	0.13	0.12	0.30	0.28	0.27
Ratio liquidité/Capitaux tiers	0.49	0.44	0.27	0.23	0.20	0.65	0.34	0.35
Performance socio-économique								
Revenus bruts générés par le secteur	246,907,553	128,907,285	176,682,172	4,670,074	920,802,918	177,180,071	1,142,851,824	2,798,001,897
Valeur ajoutée directe	234,963,543	118,433,450	167,007,952	3,473,051	901,600,466	161,991,379	996,758,700	2,584,228,541
% de la valeur ajoutée rémunérant le personnel	20.64%	37.88%	61.99%	14.71%	34.08%	81.12%	47.62%	42.98%
Valeur ajoutée directe par institution	18,074,119	2,691,669	1,670,080	192,947	225,400,117	16,199,138	142,394,100	13,184,839
Rémunération par employé	167,057	116,148	147,891	13,444	438,326	324,450	214,590	234,701
Rapport entre le salaire per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays	5.60	3.89	4.96	0.45	14.69	10.87	7.19	7.87
Nombre d'employes	290	386	700	38	701	405	2,212	4,733
Nombre d'emprunteurs	12,229	13,210	28,614	2,517	38,945	31,819	182,730	310,064
Nombre de succursales	18	49	286	18	56	54	140	620

VI. ANALYSE COMPARATIVE

Cette analyse a pour objectif de comparer : a) les résultats consolidés du secteur de la microfinance obtenus de l'analyse inférentielle avec ceux de l'échantillon ; b) les données du secteur en 2010 avec celles des années antérieures ; c) la performance du secteur de la microfinance avec celle du secteur bancaire (les banques commerciales et de logement traditionnelles).

1. COMPARAISON DES RESULTATS DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DE L'ECHANTILLON.

Une telle comparaison vise à déterminer le poids réel de l'échantillon dans la population totale d'IMF. Cette approche permettra éventuellement aux lecteurs de faire d'autres estimations à partir des données présentées dans les différents tableaux mais ne faisant pas l'objet d'analyse approfondie de notre part.

Le tableau 18 montre que si l'échantillon représente 43.88% de la population des IMF, les institutions qui le composent contrôlent cependant 67.767% du portefeuille brut consolidé, 73.25% de la taille du bilan, et 74.81% du volume des dépôts, etc....

TABLEAU 18 : POIDS DE L'ECHANTILLON PAR RAPPORT AU SECTEUR

	Secteur IMF	Echantillon	Pourcentage
Nombre d'institutions	196	83	42.35%
Nombre d'emprunteurs	217,869	148,145	67.98%
Nombre de déposants	963,209	583,757	60.61%
Taille du bilan	8,788,455,202	6,736,139,620	76.65%
Portefeuille brut	4,808,906,950	3,674,255,720	76.41%
Volume de dépôts	3,867,264,927	2,543,055,269	65.76%

2. COMPARAISON DES RESULTATS DE 2011 DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DES ANNEES ANTERIEURES.

La collecte des données pour la présente étude a porté sur deux (2) années consécutives (2010 et 2011). Les données de 2011 ont fait l'objet du même traitement que celles de 2010 et les résultats, au fur et à mesure de notre analyse, font l'objet de comparaison temporelle, notamment au niveau des ratios de performance financière et opérationnelle. Il s'agit maintenant de comparer ces données avec celle des 3 années antérieures et d'analyser ainsi l'évolution de la taille du secteur au cours des cinq (5) dernières années (2006-2011), selon différents indicateurs y relatifs.

Le tableau 18a suivant présente le résultat de la comparaison temporelle des données du secteur de la microfinance, en Haïti.

TABLEAU 18A: EVOLUTION DE LA TAILLE DU SECTEUR AU COURS DES CINQ (5) DERNIERES ANNEES (2006-2011)

	2011	2010	2009	2008	2007	2006
Nombre d'emprunteurs	310,064	217,869	233,186	244,906	238,432	191,649
Nombre de déposants	1,169,273	963,209	951,755	799,455	641,836	401,359
Taille du bilan	10,776,376,942	8,788,455,202	6,878,232,680	6,324,103,200	5,383,528,525	4,931,943,557
Portefeuille brut	6,861,181,437	4,808,906,950	4,446,967,664	4,037,072,271	3,687,117,345	3,193,600,952
Volume de dépôts	4,445,554,011	3,867,264,927	3,126,352,095	2,598,804,246	2,055,989,744	1,927,997,052
Taux de croissance/an						
Nombre d'emprunteurs	42.32%	-6.57%	-4.79%	2.72%	24.41%	
Nombre de déposants	21.39%	1.20%	19.05%	24.56%	59.92%	
Taille du bilan	22.62%	27.77%	8.76%	17.47%	9.16%	
Portefeuille brut	42.68%	8.14%	10.15%	9.49%	15.45%	
Volume de dépôts	14.95%	23.70%	20.30%	26.40%	6.64%	
Nombre d'emprunteurs	10.10%	2.60%	4.00%	5.03%	4.47%	
Nombre de déposants	23.84%	19.13%	18.85%	14.78%	9.84%	
Taille du bilan	16.92%	12.25%	6.88%	5.10%	1.77%	
Portefeuille brut	16.53%	8.53%	6.85%	4.80%	2.92%	
Volume de dépôts	18.19%	14.94%	10.15%	6.15%	1.29%	

3. COMPARAISON DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC LE SECTEUR BANCAIRE

Il convient maintenant de comparer les indicateurs de performance du secteur de la microfinance avec ceux du secteur bancaire.

Les résultats de cette analyse comparative présentés au tableau 19, indiquent que la taille du bilan du secteur de la microfinance représente 7.00% de celle du système bancaire alors que le portefeuille brut représente 17.12% de celui du système bancaire. Toutefois, les écarts les plus frappants sont enregistrés au niveau des effectifs. En effet, le nombre d'emprunteurs du secteur de la microfinance est 8 fois plus élevé que celui des banques (sans les micro-emprunteurs de ces dernières), alors que le nombre de déposants atteint 54% de l'effectif des clients créditeurs du secteur bancaire. De plus, il est intéressant de constater que les IMF créent 1.32fois plus d'emplois directs que les banques, en dépit de l'écart de taille de bilan.

4. COMPARAISON DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR DES IMF HAITIENNES AVEC CEUX DE LA REGION

Il s'agit ici de comparer la performance, en 2011, des IMF haïtiennes sur la base de 10 indicateurs, avec la région. A cette fin quatre (4) références régionales sont retenues : la Caraïbe, l'Amérique du Sud,

l'Amérique latine et la Caraïbe Combinée, l'ensemble des membres su « Mix Market. ». Les dix (10) critères de performance retenus sont :

1. Le taux de croissance du nombre d'emprunteurs
2. Le taux de croissance du portefeuille de prêts
3. Taux de croissance des dépôts
4. Le taux de croissance du nombre de déposants
5. Le ratio Dettes/Fonds propres (coefficient de levier financier)
6. Le taux de capitalisation
7. Le ratio Portefeuille \Actif total
8. Le ratio Dépôts/Total ressources
9. Le taux d'improductivité du portefeuille
10. Le Rendement net de l'actif (ROA)

Sur la base de six (6) indicateurs (croissance du portefeuille, croissance du nombre d'emprunteurs, croissance du nombre de déposants, coefficient le levier financier, taux de capitalisation et rendement de l'actif), le secteur des IMF haïtiennes a favorablement dépassé en 2011 toutes les références régionales, y compris, dans plusieurs cas, les membres relativement disparates de « Mix Market ». Alors que pour ce qui concerne le taux de croissance des dépôts, le ratio portefeuille/actif total, le ratio dépôts/ressources totales et le taux d'improductivité d portefeuille, l'ensemble des IMF haïtiennes est en retard par rapport aux principales références régionales. L'importance relative des ONG/Fondations/Associations (non autorisés à recevoir de dépôts) dans le secteur en Haïti, est responsable de l'écart défavorable au niveau de l'indicateur de capacité de captation de ressources-clientèle. Alors que le niveau relativement élevé du portefeuille à risque ou improductif témoigne du fait que le portefeuille du secteur porte encore les séquelles du séisme du 12 janvier 2012. Le tableau 19B présente pour les IMF les indicateurs de performance susmentionnés et les compare avec les différentes références régionales.

TABLEAU 19: ETATS DES RESULTATS CONSOLIDES: EXERCICE 2010-2011
(Analyse comparative)

	Echantillon	Secteur (formel)	Secteur bancaire
	de l'étude	de la microfinance	
Revenus bruts	(En 000 Gourdes)		
Revenus de crédit	1,863,243	2,506,212	3,248,825
Revenus de placements	16,044	9,407	574,717
Autres revenus et ajustements	(29,678)	282,382	4,055,307
Total revenus bruts	1,849,609	2,798,002	7,878,848
Dépenses d'intérêt	122,166	213,773	330,540
Produit Net Bancaire	1,727,443	2,584,229	7,548,308
Charges d'exploitation			
Frais du personnel	752,299	1,110,738	2,097,641
Autres charges	700,230	900,504	3,016,442
Autres charges non récurrentes			-
Total charges d'exploitation	1,452,529	2,011,242	5,114,083
Résultat avant provision	274,914	572,987	2,434,225
Provisions pour pertes de l'exercice	137,326	222,318	226,705
Résultats avant impôt	137,588	350,669	2,207,521

TABLE 19A: BILAN CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 2011
(Analyse comparative) - En milliers de gourdes sauf indication contraire

	Echantillon de l'étude	Secteur (formel) de la microfinance	Secteur bancaire
Actif	(en 000 Gourdes)		
Encaisse	1,844,777	2,414,053	69,961,865
Placements et assimilés	407,381	598,110	35,994,478
Portefeuille net	4,323,823	6,247,238	38,697,304
Immobilisations nettes	493,378	700,651	4,365,833
Autres actifs	664,805	823,443	4,975,825
Total actif	7,734,164	10,783,495	153,995,304
Passif et fonds propres			
Dépôts	2,962,994	4,445,554	135,548,996
Autres dettes	2,768,744	3,882,883	8,941,874
Total passifs	5,731,739	8,328,437	144,490,870
Fonds propres	1,998,813	2,452,450	9,504,435
Total passif et fonds propres	7,730,552	10,780,887	153,995,305
Hors bilans			
Ajustement requis (autres actifs)	(3,612)	(2,608)	0
Total actif brut	8,273,495	11,497,233	155,373,591
Portefeuille brut	4,767,969	6,861,181	40,075,590
Prov. pr créances douteuses	444,147	613,944	1,378,286
Portefeuille de crédit échu	488,598	662,925	1,480,355
Portefeuille brut sans les IMF affiliées			39,628,536
Nombre de prêts	183,597	310,064	76,900
Nombre de dépôts	691,189	1,169,273	2,163,550
Nombre de prêts sans les IMF affiliées			37,955
Nombre de succursales	264	374	165
PAP	67	95	105
Province	197	279	60
Nbre d'employés	3025	4,733	3,572
Actif bilan et hors bilan	8,174,698	11,394,831	153,544,055
Actif équivalent risque (ou pondéré)	5,922,541	8,382,668	57,671,365
Coefficient risque de l'actif	0.724	0.736	0.3756
Fonds propres (base réglementaire)	1,998,813	2,452,450	8,301,799
Ratio des fonds propres (base réglementaire)	33.75%	29.26%	14.40%
Seuil d'admissibilité des fonds propres	12.50%	12.50%	12%
Coefficient d'exploitation	84.09%	77.83%	67.75%
Taux d'improductivité	10.25%	9.66%	3.69%

TABLE 19B: COMPARAISON DE LA PERFORMANCE DES IMF HAITIENNES AVEC LA REGION

(Analyse comparative 3)

	Haiti (Ensemble du secteur)	Caraïbes	Amérique du Sud	Amérique latine et caraïbes	Mix market
Taux de croissance du nombre d'emprunteurs	42.32%	10.70%	26.10%	24%	12.30%
Taux de croissance du portefeuille de prêts	42.68%	7.50%	17.10%	17.00%	18.00%
Taux de croissance des dépôts	14.95%	13.50%	20.80%	20.00%	1.00%
Taux de croissance du nombre de déposants	21.39%	6.00%	9.00%	9.00%	14.20%
Ratio Dettes/Fonds propres	3.39	5.2	6.4	5.2	1.8
Taux de capitalisation	22.76%	16.13%	13.51%	16.13%	35.71%
Ratio Portefeuille \Actif total	60.20%	77.70%	76.10%	76.20%	76.70%
Ratio Dépôts/Total ressources	41.24%	52.30%	68.30%	61%	3.90%
Taux d'improductivité du portefeuille	9.66%	8.60%	2.70%	3.70%	6%
ROA	3.25%	0.20%	2.30%	2.10%	4.70%

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de l'étude de 2011 montrent que le secteur de microfinance s'est définitivement repris de la crise post-séisme. Ils permettent en outre d'entériner les conclusions selon lesquelles la microfinance est un secteur à part entière qui s'affirme de plus en plus dans le paysage financier haïtien, et qui affiche annuellement des taux de croissance, dans la plupart des cas, plus élevés que ceux enregistrés par le système financier traditionnel, notamment au niveau du nombre de déposants (21.39% de croissance en 2011 contre 1.5% pour le secteur bancaire), du nombre d'emprunteurs (42.32% de croissance contre 9.9% pour le secteur bancaire) de la taille du bilan (22.62% de croissance contre 9.78% pour le secteur bancaire) et du portefeuille de crédit (42.32% d'augmentation en 2011 contre 13% pour le secteur bancaire). Par ailleurs, le secteur de la microfinance a pu maintenir sa performance en 2011 en affichant un ROA et un ROE de 3.25 et 14.30% respectivement.

Il est aussi important de souligner le maintien de la tendance à la diversification du secteur. En effet, depuis quelque temps, les IMF fournissent la plupart des services offerts par les institutions financières traditionnelles, dont les services de chèque, de change de transfert de fonds, de coffre-fort, de dépôts et de crédit. Elles utilisent, dans beaucoup de cas, les technologies les plus modernes dans la livraison de ces services. Le secteur de la microfinance s'impose aussi par sa taille grandissante dans le paysage financier haïtien. Au 30/09/11, la taille consolidée du bilan est de 10.8 milliards de gourdes soit 7% environ de celle de l'ensemble du secteur bancaire. Son portefeuille brut consolidé de 6.9 milliards de gourdes en représente plus de 17%, pour 8 fois plus d'emprunteurs (en excluant des données du secteur bancaire le nombre d'emprunteurs et le volume de crédit des IMF consolidées avec des banques). Par ailleurs, le secteur de la microfinance offre à 1,169,273 personnes (épargnants) la possibilité de sécuriser et/ou de rentabiliser leurs avoirs. S'il est vrai que le secteur bancaire traditionnel fait presque 2 fois mieux en termes de nombre de déposants, il n'en est pas moins vrai que ce chiffre de déposants du secteur de la microfinance dépassant largement celui des emprunteurs du secteur, est le témoignage de la confiance du public dans les IMF et que les déposants ne sont pas des personnes uniquement motivées par l'obtention d'un prêt. Est encore plus encourageante l'évolution de la taille du secteur (selon différents critères) d'une année à une autre. En effet, de 2006 à 2011 tous les indicateurs de taille de la ont favorablement varié de 10 à 24% en moyenne par année, notamment le nombre de déposants (23.84%) et le portefeuille brut (16.83), et l'actif total (16.92%). L'apport direct de la microfinance au revenu national, à la répartition des richesses et à la réduction de la pauvreté par la génération de revenus en milieu défavorisés est également loin d'être négligeable. En effet, il y a plus de personnes qui travaillent en 2011 dans le secteur de la microfinance (4,733) que dans le secteur bancaire formel (3,572 environ). De plus, les 310,064 micro-emprunteurs peuvent être aussi considérés comme des détenteurs d'emplois générés directement par la microfinance, en raison des relations de proximité existant entre les IMF et leurs débiteurs et l'unicité de la source de financement de ces derniers. Le secteur de la microfinance étudié génère annuellement une valeur ajoutée directe de 2.6 milliards de gourdes dont 43% va à la rémunération du facteur travail (salaires). Ce qui permet aux travailleurs affectés à la livraison des services micro-financiers de percevoir des revenus annuels représentant plus de 8 fois la moyenne nationale. En ce qui concerne la valeur ajoutée indirecte, c'est-à-dire celle créée par les bénéficiaires de services de microfinance, il n'a pas été possible de la mesurer avec précision. Contentons-nous de

rappeler que les bénéficiaires de la microfinance font partie du secteur qui contribue à plus de 60% du PIB national. Si l'enquête est riche en renseignements, elle comporte cependant certaines limites dont la divulgation est de nature à faciliter l'orientation des actions amélioratives futures de la part d'autres chercheurs.

- La première limite réside dans la taille de l'échantillon et le mode d'échantillonnage retenus pour la strate des caisses populaires non affiliées et non encadrées. Il s'agit d'un échantillon de cinq (5) caisses choisies par convenance sur une population d'une centaine environ, alors que 60 des 73 caisses encadrées ont été retenues. La recherche à l'avenir de plus de précision dans l'évaluation de la taille du marché des CEC et du marché global devra passer par l'agrandissement de l'échantillon à ce niveau et/ou l'amélioration de la technique d'échantillonnage au niveau de ces CEC non encadrées et non affiliées. Force est cependant d'admettre que ce ne sera pas une tâche facile.
- La deuxième limite vient du fait que l'étude porte seulement sur la composante formelle du secteur de la microfinance. Les activités des tontines, des prêteurs individuels et d'autres acteurs informels de la microfinance n'étaient pas l'objectif de cette étude.
- La troisième limite consiste dans la concentration de l'étude sur le marché (demande) actuel de la micro-épargne et du microcrédit et l'ignorance des non-utilisateurs relatifs des services de microfinance surtout en termes de crédit. Par exemple, les micro et petites unités de production urbaines n'ont pas accès au service de microcrédit, ni au crédit bancaire formel pour des raisons qui tiennent à leur taille et à la nature de leurs besoins. Une étude du PNUD (mission inter-agences 1994) avait évalué les besoins de crédit de ce sous-secteur à 40 millions de dollars américains par an d'une maturité moyenne de 5 ans. Le portefeuille courant maximum que peut atteindre ce sous-secteur à partir de tels chiffres est de 100 millions de dollars américains, soit 4 milliards de gourdes. Un autre secteur représentant un marché potentiel pour la microfinance, encore ignoré par ce dernier est le secteur agricole. L'évaluation des besoins de crédit agricole déborde le cadre de cette étude. Mais une simple analyse des besoins de la Vallée de l'Artibonite en crédit campagne donne une idée de l'ampleur des besoins globaux du secteur agricole. En effet, le coût d'exploitation d'un hectare de terre en riz est de 42,000 gourdes en moyenne. Dans l'hypothèse d'un financement externe à 70%, le marché potentiel du crédit campagne dans la Vallée (pour le riz seulement) peut être estimé à 29,400 gourdes par ha, soit 823.2 millions de gourdes pour les 28,000 hectares inventoriés dans la Vallée, soit plus de 20 millions de dollars

Ainsi rien qu'en ajoutant les micro-entreprises urbaines de production et les rizières de l'Artibonite, le marché potentiel de microcrédit passe à 11.86 milliards de gourdes contre 7.04 milliards du marché actuel. Il est donc facile d'imaginer la taille d'un tel marché lorsqu'on ajoute d'autres cultures comme les légumes, la banane, le café, les fruits, la canne, l'igname, et d'autres activités comme la pêche et l'aquaculture, l'élevage, pour ne citer que ces filières.

L'ouverture du marché microcrédit à ces filières et à d'autres (comme commencent à le faire certaines IMF), impliquera plus de risque pour le secteur et nécessitera l'élargissement de la gamme de produits de crédit pour inclure le crédit à moyen terme, le crédit campagne, le leasing financier, pour ne citer que ceux-là. Cela exposera les IMF à d'autres types de risques nécessitant une autre approche managériale, et des ressources techniques, financières et humaines beaucoup plus importantes quantitativement et qualitativement que celles disponibles actuellement.

Cette intensification future des activités de crédit des IMF nécessitera également une surveillance plus efficace de la part des autorités de régulation en l'occurrence la BRH, responsable de la protection des avoirs des épargnants, du contrôle des opérations de crédit sur le territoire et de l'intégrité du système financier. Cependant, les acteurs de la microfinance doivent s'assurer, à priori, de la conformité du cadre réglementaire de la microfinance avec leur réalité interne et externe, afin que les IMF ne soient pas vues par le régulateur comme des « banques commerciales de petite taille », dans le traitement prudentiel de leurs opérations. Ils devront obtenir de la BRH le droit ou la possibilité de commenter ou de faire valoir leurs opinions sur les normes prudentielles concernant le secteur avant leur entrée en vigueur. Le renforcement de leur pouvoir de négociation à travers la maîtrise du sujet par leurs représentants constituera un atout important à cet effet. Ainsi, l'encadrement technique externe ou interne de la microfinance devra prendre à l'avenir la forme d'assistance dans la conception de nouveaux produits de crédit, la maîtrise du cadre légal et réglementaire, le renforcement de la capacité des ressources humaines en termes d'analyse de microprojets et de gestion des risques de crédit, une révision en profondeur du « credit process » et la standardisation des indicateurs de performances opérationnelle, financière et socio-économique dans une optique tant prudentielle que de bonne gouvernance.

VII. ANNEXES

1. OPERATIONNALISATION DES CONCEPTS

Cette partie du rapport procède à la définition des principaux concepts et présente de manière détaillée, dans certains cas, les techniques et approches utilisées pour mesurer les variables quantitatives, notamment les variables agrégées. Une synthèse des formules de calcul que nous utilisons dans le cadre de la préparation de ce rapport est présentée à la fin de ce chapitre

1. QUALITE DE L'ACTIF

Elle est déterminée par la probabilité de recouvrement des prêts. Cinq (5) mesures de la qualité du portefeuille ont été adoptées :

- a. Le portefeuille à risque
- b. Le taux de recouvrement historique (qualité 2)
- c. Le portefeuille sujet à risque
- d. Le coefficient de risque de l'actif
- e. Le taux de l'actif productif par nature

2. PORTEFEUILLE A RISQUE

C'est un indicateur de la qualité du portefeuille qui mesure le pourcentage du portefeuille brut sur lequel il y a des retards de paiement de plus de 30 jours. Il est égal à la somme des prêts (principal) dont les bénéficiaires ont un ou plusieurs paiements en retard divisé par le portefeuille brut total

Portefeuille à risque = Total des prêts affecté par des retards / Total portefeuille brut

3. TAUX DE REMBOURSEMENT

Il s'agit un second indicateur de la qualité du portefeuille. Il mesure le montant des recouvrements reçus par l'institution pour chaque 100-gourdes de prêts octroyés. Il comprend trois (3) variantes :

Le taux de recouvrement net (TRN) qui est le rapport entre les recouvrements attendus et effectivement reçus au cours d'une période (recouvrements courants) et le total de recouvrements attendus durant la même période.

Le taux de recouvrement brut (TRB) qui est le rapport entre les recouvrements reçus au cours d'une période (courant+arriérés) et le total des recouvrements attendus durant la même période.

Le taux de recouvrement cumulé (TRC) qui est le rapport entre les recouvrements de l'institution relatifs aux prêts échus, cumulés sur une longue période et le montant cumulatif de ces derniers..

TRB = (Recouvrements courants + Arriérés recouverts) / Montant attendu

TRN = Recouvrement courant / Montant attendu

TRC = Montant cumulé des recouvrements des prêts échus sur une longue période / Montant cumulatif des échus cumulés sur la période

4. POLITIQUE DE CREDIT

Elle est déterminée par les conditions de crédit, le taux d'intérêt, la durée des prêts, les garanties, les autres coûts, les montants minimum et maximum.

i. Taux d'intérêt nominal

Taux d'intérêt stipulé dans le contrat de prêt. Dans le domaine du microcrédit, il est exprimé en pourcentage mensuel.

ii. Intérêt dégressif

Un intérêt calculé sur le solde du prêt en début de période

iii. Intérêt linéaire (flat)

Un intérêt calculé sur le montant original du prêt pendant toute la durée de ce dernier.

iv. Taux d'intérêt effectif annuel

Le taux d'intérêt effectivement payé par l'emprunteur calculé sur une base annuelle et prenant en compte les conditions dont est assorti le prêt, tel que les frais de dossiers, les modalités de perception des intérêts (d'avance, flat, à échéance, dégressif), l'épargne forcée ou solde compensateur, etc.)

Le taux effectif annuel est donc le taux annualisé pour lequel la valeur actualisée des remboursements de l'emprunteur (service de la dette) est égale au montant net effectivement décaissé par le prêteur. Le calcul du taux effectif annuel se fait en 5 étapes.

1. Calculer le montant effectivement décaissé par le prêteur. Ce montant est la différence entre le montant nominal du prêt et les prélèvements effectués en amont par le prêteur (frais de dossiers, intérêt d'avance, épargne forcée)
2. Calculer les remboursements périodiques de l'emprunteur (service de la dette conformément au contrat)
3. Déduire l'épargne forcée du dernier remboursement
4. Faire sous forme de tableau le résumé des cash-flows nets, à compter du temps zéro (date de décaissement du prêt) au temps t (date du dernier remboursement)
5. Calculer le taux d'actualisation qui annule la différence entre la valeur actualisée des remboursements de l'emprunteur et le décaissement net du prêteur.

A noter qu'en raison de l'expression des intérêts, frais de dossiers, et de l'épargne forcée en pourcentage du montant du prêt, ce dernier n'affecte pas le taux d'intérêt effectif. Ainsi ce taux peut être calculé selon plusieurs conditions de crédit en tenant compte d'un prêt hypothétique de 100 unités monétaires (montant nominal)

v. Épargne forcée ou obligatoire

Il s'agit d'une obligation faite à l'emprunteur de laisser dans un compte bloqué auprès du prêteur une fraction (ou pourcentage) du montant du prêt, ou d'accumuler préalablement dans un compte d'épargne une fraction du montant du prêt sollicité.

vi. Frais de dossier

Ils représentent un prélèvement effectué en amont par le prêteur sur le montant du prêt. Ils sont exprimés en pourcentage du montant nominal du prêt.

vii. **Durée des prêts**

Elle est mesurée par le délai accordé aux débiteurs pour rembourser le prêt. Elle est exprimée en mois.

5. **STRUCTURE FINANCIERE**

La structure financière est déterminée par le poids des différents types de capitaux dans l'ensemble des ressources totales de l'institution. Au niveau primaire, elle est la répartition des capitaux entre les dettes et les fonds propres. Au niveau secondaire, il peut être la répartition des dettes totales entre les ressources-clientèle (les dépôts) et les emprunts institutionnels (structure de l'endettement global).

6. **PERFORMANCE FINANCIERE**

Elle est mesurée par les coefficients d'autosuffisance opérationnelle et financière et par la rentabilité de l'investissement. Les coefficients d'autosuffisance doivent être supérieurs à 1, pour être admissibles. A noter que la performance financière des IMF dépend de l'aptitude de ces dernières à contrôler les marges, à favoriser une certaine efficacité administrative, à garantir un niveau adéquat de productivité du personnel et du réseau, à maintenir la bonne qualité du portefeuille.

i. **Coefficient d'autosuffisance opérationnelle (CASO ou OSS)**

C'est la capacité de l'institution à couvrir ses coûts opérationnels et financiers actuels à partir des revenus autogénérés. Il représente le rapport entre l'ensemble des revenus bruts (intérêts, frais de dossiers, commissions, etc..) et les charges d'exploitation, les mauvaises créances et le coût effectif des fonds empruntés.

CASO = Revenus bruts d'exploitation / Charges et pertes

ii. **Coefficient d'autosuffisance financière (CASF ou FSS)**

Ce ratio mesure la capacité de l'institution à couvrir ses coûts récurrents, dans l'hypothèse d'absence de subvention de ses coûts opérationnels et d'obtention de l'ensemble de ses ressources financières aux conditions du marché. Il s'agit donc de déterminer la proportion dans laquelle l'institution arrive à couvrir à partir des revenus auto générées les charges d'exploitation, les mauvaises créances et le coût normatif de ses fonds. Contrairement au coût des fonds externes qui est calculé seulement sur les fonds empruntés, le coût normatif des fonds est calculé sur l'ensemble des ressources de l'institution.

ASF = Revenus bruts d'exploit. ajustés / (Charges opér. ajustées + pertes + coût des fonds au prix du marché)

Aux fins de calculs du CASO ou FSS, le taux de base bancaire (prime rate) a été retenu comme coût au marché (coût relatif) des ressources financières des IMF.

iii. **La marge d'intermédiation**

C'est la différence entre le rendement tiré des investissements et le coût des fonds utilisés dans le financement de ces investissements. Il en existe plusieurs variantes : a) la marge d'intermédiation nominale est la différence entre le taux d'intérêt moyen effectivement facturé et le coût moyen nominal des fonds ; b) la marge d'intermédiation brute est la différence entre le taux de rendement brut du portefeuille et le coût moyen effectif des fonds.

iv. **Efficacité administrative**

L'efficacité administrative est déterminée par la capacité de l'IMF à maîtriser ses coûts opérationnels, en les maintenant à un niveau raisonnable en pourcentage du portefeuille, ou par agence ou succursale. En

effet, un niveau élevé des coûts opérationnels exprimés en pourcentage du portefeuille brut obligera l'IMF à charger des taux d'intérêt excessifs pour assurer l'équilibre opérationnel et financier.

7. PRODUCTIVITE

La productivité s'entend de la performance des ressources humaines et matérielles dont dispose l'IMF. Le nombre d'emprunteurs, de déposants, le volume de crédit par employé et par succursale sont les principaux critères de productivité retenus en microfinance.

i. Productivité du personnel

Elle est mesurée par le nombre de prêts par employé ou par agent de crédit. Le montant du portefeuille géré par employé est une autre mesure de l'efficacité du personnel.

ii. Productivité du réseau

Elle est mesurée par le nombre ou le volume de prêts géré par succursale ou agence.

8. METHODOLOGIE DE CREDIT

i. Crédit individuel

Cette méthodologie est celle dans laquelle le crédit est accordé à un individu qui en assume seule la responsabilité directement auprès de l'institution créancière. C'est cette méthodologie de crédit qu'utilisent essentiellement les Caisses d'Épargne et de Crédit et les filiales et satellites de banques commerciales. Cependant, contrairement aux pratiques des autres IMF, il faut être détenteur d'au moins une part sociale de la CEC pour être éligible à un bénéficiaire de son crédit.

ii. Banque communautaire (BC)

Selon cette méthodologie, l'IMF octroie un prêt global à un regroupement de 20 à 35 individus baptisé «Banque Communautaire». Cette dernière est responsable de la répartition des ressources du prêt entre ses membres. Elle est aussi responsable des recouvrements auprès de ces derniers, lors de réunions régulières pour faire face au service de la dette globale envers l'IMF. Il s'agit d'un crédit assorti d'une caution solidaire. Le prêt global à la banque communautaire est renouvelable, mais seuls les membres ayant respecté leurs obligations ont droit au renouvellement de leur quote-part dans le prêt global.

En plus du prêt, l'IMF fournit à la BC de l'assistance tant dans la formation de la banque que dans la détermination des règles de fonctionnement. L'une des règles essentielles de fonctionnement est celle qui oblige les membres à une épargne de capitalisation de la BC qui lui permettra de faire éventuellement du crédit à ses membres de manière autonome - et à terme, de fonctionner comme une structure indépendante. L'effort d'épargne des membres est le plus souvent un discriminant du volume de crédit auquel ils ont droit individuellement.

iii. Groupe solidaire (GS)

Dans la méthodologie de « groupe solidaire » le mode opératoire est identique à celui de « banque communautaire, notamment au niveau de l'assortiment du crédit d'une garantie solidaire des membres bénéficiaires ultimes. Cependant, il existe une différence fondamentale au niveau des objectifs. En effet, si l'objectif final des BC c'est d'arriver à des structures autonomes de crédit dotées de capacité de continuité opérationnelle, tel n'est pas le cas pour les « groupes solidaires ». Ce qui explique l'absence d'obligation d'épargne aux membres pour bénéficier d'un crédit. Les GS seront donc, pendant toute leur existence, tributaire d'une IMF d'encadrement

iv. Mutuelle de solidarité (MS)

Une mutuelle de solidarité est un groupe de personnes ayant des liens solides entre eux (origine socioprofessionnelle, lieu de résidence, famille, amitié, etc.) qui décident de créer un fonds alimenté par leurs cotisations, en vue d'atteindre un objectif clairement défini, lequel est le plus souvent l'octroi du crédit aux membres du groupe sur une base rotative. Contrairement aux banques communautaires, les MS sont indépendantes dès le départ : les règles de fonctionnement sont établies par le groupe lui-même sans ingérence d'une quelconque IMF, même si cette dernière peut être une source alternative de fonds pour suppléer à l'insuffisance des ressources internes et également d'assistance technique.)

9. LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS

	Orientation	Indicateurs	Formule et/ou approche
Caractéristiques institutionnelles	Profil de l'échantillon d'institutions sur lequel porte l'étude	Nombre d'institutions, Nombre total d'employés, Nombre total de succursales	Décompte (tris à plat)
		Total de l'actif brut, Ventilation de l'échantillon par statut juridique et par secteur	Sommation et tris croisés
		Nombre moyen d'années de fonctionnement en tant que IMF	Somme des années d'opérations / nombre d'inst.
		Actif brut total moyen par institution	Total actif brut / # institutions
		Nombre moyen d'employés	# employés / # d'institutions
		Nombre moyen de succursales par institution	# succursales / # institutions
Critères d'étendue et de portée (Outreach) (Analyse descriptive)	Analyser le niveau, l'étendue et la profondeur des opérations du secteur. Cette analyse est évidemment portée sur les données quantitatives	Nombre total d'emprunteurs actifs	# d'emprunteurs de l'échantillon : Sommation ou analyse quantitative à 1 variable
		% d'emprunteurs par sexe	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par secteur	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% emprunteurs par statut juridique	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par méthodologie	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par département géographique	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		# moyen d'emprunteurs par institution	# total d'emprunteurs / # d'institutions
		Portefeuille brut (HTG)	Portefeuille avant provision pour mauvaises créances et radiation de l'année : Sommation ou analyse quantitative à une variable
		% portefeuille par sexe	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par secteur	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par méthodologie	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par statut juridique	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		Portefeuille moyen par emprunteur	Total portefeuille brut / # d'emprunteurs
		Portefeuille moyen du secteur (ou sous-secteur)	Total portefeuille brut / # d'institutions
		Nombre d'épargnants et de comptes	# d'épargnants de l'échantillon : Sommation et/ou Analyse à une variable quantitative
		% volontaires (épargnants et comptes)	# d'épargnants Volontaires./ # total d'ép. - # comptes obligatoires / # comptes
		% obligatoires (épargnants et comptes)	# d'épargnants obligatoires / # d'ép. - # comptes obligatoires / # comptes
		# moyens d'épargnants et de comptes par type d'inst.	# d'ép. Du groupe / # d'épargnants
		Volume des épargnes (HTG)	Balance des comptes d'épargne : Sommation ou analyse à une variable quantitative
		% volontaires	Vol. d'épargnants volontaires/ Vol. total d'épargne
		% obligatoires	Vol. d'épargnants obligatoires / Vol. Total d'épargne
		Epargne moyenne par épargnant et par compte	Solde des comptes d'épargne volontaires/ # d'épargnants Solde des comptes d'épargne volontaires / # de comptes
		Epargne moyenne du secteur ou sous-secteur (Balance)	Solde des comptes d'épargne volontaires./ # d'institutions

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères financiers	Situation et performance en termes de viabilité financière à long terme du secteur et de ses grandes composantes sur la base d'indicateurs de structure financière, de rentabilité de l'investissement global, de rendement brut et de marge sur certains investissements spécifiques et d'autosuffisance	Structure financière <ol style="list-style-type: none"> 1. Ratio de capitalisation 2. Coefficient de levier financier 3. % du portefeuille financé par des dépôts 4. % des ressources totales venant des déposants 5. % des dettes provenant des déposants 6. Taux d'endettement financier institutionnel 	Les ratios d'endettement <ol style="list-style-type: none"> 1. Fonds propres / Actif total 2. Dettes totales / Actif total 3. Total dépôts / Portefeuille brut 4. Total dépôts / Actif total 5. Total dépôts / Total dettes 6. Dettes institutionnelles à intérêts / Total dettes
		Performance financière <ol style="list-style-type: none"> 1. Rendement de l'actif (ROA) 2. Rendement des fonds propres (ROE) 3. Autosuffisance opérationnelle 4. Autosuffisance financière 	Ratios de rentabilité <ol style="list-style-type: none"> 1. Bénéfice net / Actif total moyen 2. Bénéfice net / Fonds propres moyens 3. Revenus d'exploitation normale / (dépenses d'exploitation + frais financiers + dépenses de provision)
		Marge et rendement <ol style="list-style-type: none"> 1. Marge nette 2. Taux de rendement brut de l'actif 3. Taux de rendement brut du portefeuille 4. Taux de rendement réel du portefeuille 5. Coût moyen de dettes 6. Marge d'intermédiation 	Ratios de marge et de rend. <ol style="list-style-type: none"> 1. Bénéfice net / Revenus Bruts d'exploitation 2. Revenus. Bruts d'exploitation / actif moyen 3. Revenus du portefeuille / Portefeuille moyen 4. Rend. Brut du PF – taux d'inflation. / (1+ taux d'inflation.) 5. Dépenses d'intérêt. / Dettes moyennes. 6. Taux de rendement brut du portefeuille – coût moyen dettes

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères opérationnels	Performance opérationnelle sur la base d'efficacité et de productivité	Efficiéce 1. Dépenses opérationnel en % du portefeuille brut 2. Rémunération du personnel en % du portefeuille brut 3. Coût par emprunteur 4. Coût par prêt 5. Coût par gourde d'actif 6. Coût par succursale	Ratio d'efficacité opérationnelle 1. Dép. D'exploitation / PF brut moyen 2. Frais de personnel / PF brut moyen 3. Dép. D'exploitation / # emprunteurs 4. Dép. D'exploitation / # prêts 5. Dép. D'exploitation / actif total moyen 6. Dép. D'exploitation / #succursales
		Productivité 1. # emprunteurs par employé 2. #emprunteurs par agent de crédit 3. # prêts par employé 4. # prêts par agent de crédit 5. #Épargnants volontaires par employé 6. #comptes d'épargne volontaire par employé	Ratios de productivité 1. # emprunteurs / # employés 2. # emprunteurs / # agents crédit 3. # prêts / # employés 4. # prêts / #agents de crédit 5. # épargnants Vol./ # employés 6. #comptes d'épargnants. Vol / # employés 7. NB : Tous ces ratios seront calculés à partir de chiffres moyens
	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères de qualité de l'actif et de couverture des risques	Qualité du portefeuille et structure de l'actif	1. Taux de contamination du portefeuille 2. Taux du portefeuille affecté par des arriérés de plus de 30 jours 3. Taux de provisionnement du portefeuille affecté 4. Taux de l'actif générateur de revenus par nature	Portefeuille avec arriérés / portefeuille brut Taux du portefeuille arriérés >30j / portefeuille Balance des provisions / Portefeuille avec arriérés (Total portefeuille + placement + autre investissement productif par nature) / Actif total

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères socio-économiques	La contribution directe de la microfinance au PIB, à la création et à la distribution de revenus	<ol style="list-style-type: none"> 1. Valeur ajoutée directe 2. % de la valeur ajoutée directe rémunérant le facteur travail 3. Rapport entre la rémunération per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Revenus bruts totaux (intérêts commissions, change et autres) Moins Dépenses d'intérêts 3. Dépenses de rémunération du personnel des IMFs / valeur ajoutée des IMFs 2. Dépenses de rémunération du personnel des IMFs / revenu national per capita
Critères commerciaux ou de marketing (Produits et pricing et pénétration du marché)	<p>L'évolution dans le temps du product-mix de la microfinance et des conditions de l'offre</p> <p>Le niveau de diversification dans le secteur de la microfinance</p> <p>Type de technologies modernes utilisées dans la livraisons des produits et services financiers et dans le suivi des opérations</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de produits offerts 2. Types de crédit offert (identification à partir d'une liste à fournir dans le questionnaire) 3. Nombres d'instruments d'épargne disponibles 4. # d'instrument de crédit disponible 5. Nombre et % d'institutions utilisant certaines technologies spécifiques (liste à fournir) 6. #d'instruments autres que l'épargne et crédit disponibles 7. Nom du produit vedette en dehors de l'épargne et le crédit 8. Niveau de pénétration du marché par les instruments autre que l'épargne et le crédit 9. Taux d'intérêt effectif sur le crédit 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Décompte ou sommation 2. Décompte ou sommation 3. Décompte ou sommation 4. Décompte ou sommation 5. Décompte ou sommation 6. Tris à plat ou tableaux de fréquence 7. Nombres d'utilisateurs et revenus annuels générés pour chaque produit 8. Intérêts et commissions effectivement perçues sur une base annuelle / Montant du prêt effectivement reçu par l'emprunteur (Taux de rendement interne du prêteur)
Critères de «Gouvernance et gestion des ressources humaines»	<p>Niveau d'adéquation et d'uniformisation de la structure organisationnelle des IMFs – Niveau d'utilisation d'outils de gestion modernes.</p> <p>Adéquation du déploiement des ressources humaines</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre d'IMFs ayant une structure normale ou typique c'est-à-dire fonctionnelle à 4 niveaux de management (Assemblées, Conseil et comités, Directions, services) – Niveau de fonctionnalité des différents organes 2. Nombre d'IMFs utilisant de manière systématique des outils modernes de gestion 3. Répartition du personnel entre personnel de direction, de crédit, d'opération, de marketing et d'administration 4. Existence et fonctionnement d'un programme de formation du personnel 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Type de management – Fonctionnalité de l'assemblée générale - Nombre de membres du Conseil d'Adm. – Fonctionnalité du CA – Existence et fonctionnalité d'un comité de crédit - Existence d'une politique et des procédures de crédit- - Processus d'approbation des dossiers de crédit (Les membres du comités de crédit signent les dossiers collectivement lors des réunions ou reçoivent les dossiers individuellement dans leurs bureaux) 2. Utilisation de plan stratégique – % d'institutions utilisant un budget et faisant le suivi budgétaire – de manuel de procédures comptables – de logiciels informatiques – de programme de formation du personnel : 3. % du personnel de direction % du personnel de crédit % du personne d'opérations % personnel de marketing % du personnel d'administration 4. % du personnel ayant reçu une formation formelle au cours des deux derniers exercices

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Analyse inférentielle	Déduire, à partir des chiffres moyens de l'échantillon, la taille globale du marché selon différents indicateurs	Taille globale du secteur en termes de : <ul style="list-style-type: none"> • Actif total • Portefeuille • Epargne • Autres ressources externes • Fonds propres • Nombre de déposants • Nombre d'emprunteurs • Nombre d'employés • Valeur ajoutée directe Taux de croissance annuelle des indicateurs	Moyenne de l'échantillon par catégorie homogène X par population totale dans chaque catégorie, puis sommation Taux de croissance des indicateurs entre la date de la dernière étude et celle de la présente étude

2. LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE ET FINANCIERE D'HAÏTI ET SON EVOLUTION

TABLEAU 20: SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (1996 A 2002)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Comptes économiques							
PIB nominal (en millions de gourdes)	46,647	54,005	62,997	69,254	77,580	85,700	94,028
Taux de croissance du PIB	2.4	2.7	2.2	2.7	0.9	-1.0	-0.3
Taux d'investissement (en % du PIB)	28.1%	24.5%	26%	27.7%	27.3%	25.9%	25.06%
Taux d'inflation (prix à la consommation)	17%	17%	8.3%	10%	15.3%	12.3%	10%
Secteur Extérieur							
Exportation FOB (en millions de gourdes)	5,284	5,645	6,237	8,483	9,849	10,594	11,403
Importation FOB (en millions de gourdes)	13,479	14,280	16,770	20,568	25,923	30,973	33,851
Encours de la dette extérieure (millions de dollars)	914.3	1028.1	1104.2	1165.6	1179.6	1188.9	1170.6
Variation des arriérés extérieurs	-4.4				3.95	6.86	28.16
Taux de change effectif réel (gourdes/dollars)	16.51	16.70	16.95	16.94	28.35	24.00	29.70
Monnaie et Crédit							
Position extérieure nette (en millions de dollars)		-649.25	-834.28	-880.95	-905.7	-1001.64	-1090.75
Crédit à l'économie (en millions de gourdes)	4,768.7	7,628.8	8,906.8	9,827.2	13,511.0	12,309.0	14,085.4
Créances nettes sur l'Etat	4,956.4	5,379.9	5,884.13	7,455.8	9,489.9	12,111.9	15,064.4
Masse monétaire – M3 (en millions de gourdes)	14,220.9	16,413.5	18,824.6	22,049.9	30,188.9	31,753.4	37,228.8

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Variation de la masse monétaire		15.42%	14.69%	17.13%	36.91%	5.18%	17.24%
Vitesse de circulation de la monnaie	3.28	3.29	3.35	3.14	2.57	2.70	2.53
Finances publiques							
Recettes totales (en millions de gourdes)	3,436	4,782	5,383	6,275	6,170	6,332	7,722
Dépenses totales (en millions de gourdes)	4,120	5,798	6,788	7,906	8,141	8,589	10,377
Solde budgétaire (en millions de gourdes)	-684	-1,016	-1,405	-1,631	-1,971	2,257	-2,655
Pression fiscale	7.4%	8.9%	8.5%	9.1%	8.0%	7.4%	8.2%

TABLEAU 20 (SUITE) SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (1996 À 2002)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Secteur Social							
Population (en millions d'habitants)	7,329,646	7,482,103	7,637,731	7,796,595	7,958,765	8,124,307	8,293,292
Taux de croissance démographique	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%
PIB par habitant (en gourdes courantes)	5,918.29	7,217.89	8,248.13	8,882.60	9,747.74	10,420.46	11,113.08
PIB par habitant (en dollars courants)	393.50	425.83	438.03	524.36	344.08	408.81	374.18
Espérance de vie à la naissance (années)	54	54	54	54	50	50	50
Taux d'alphabétisation des adultes						48.8	49.8
Indice de développement humain	0.340	0.350	0.338	0.340	0.430	0.430	0.465
Taux de chômage	60%	60%	50%	80%	50%	50%	60%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

TABLEAU 21: SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (2001 A 2007)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Comptes économiques							
PIB nominal (en millions de gourdes)	85,700	94,028	119,758	140,387	168,034	200,456	247,529
Taux de croissance du PIB	-1.0	-0.3	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.2
Taux d'investissement (en % du PIB)	25.9%	25.06%	30.69%	27.3%	27.4%	28.9%	25.7%
Taux d'inflation (prix à la consommation)	12.30%	10%	42.46%	22.53%	14.84%	12.4%	7.9%
Secteur Extérieur							
Exportation FOB (en millions de gourdes)	10,594	11,403	18,946	21,555	24,222	28,660	27,255
Importation FOB (en millions de gourdes)	30,973	33,851	57,317	61,784	64,552	85,413	85,193
Encours de la dette extérieure (millions de dollars)	1,188.90	1,211.90	1,287.40	1316.30	1,337.82	1,419.25	1,541.02
Variation des arriérés extérieurs	6.86	28.18					
Taux de change effectif réel (gourdes/dollars)	24.00	29.70	42.03	36.82	43.04	39.13	35.76
Monnaie et Crédit							
Position extérieure nette (en millions de dollars)	-1001.64	-1090.75	-1,102.25	-1,363.58	-1,025.54	-935.44	-918.55
Crédit à l'économie (en millions de gourdes)	12,309.1	14,085.4	18,720.2	20,238.8	24,534.3	25,953.3	28,430.8
Créances nettes sur l'Etat	12,111.9	15,064.4	18,323.0	21,242.8	21,193.0	20,607.8	18,946.9
Masse monétaire – M3 (en millions de gourdes)	31,753.4	37,228.8	52,027.9	56,761.0	68,289.7	75,278.5	78,879.0
Variation de la masse monétaire	5.25%	17.24%	39.75%	9.10%	20.31%	10.23%	4.78%
Vitesse de circulation de la monnaie	2.66	2.53	2.30	2.47	2.46	2.66	3.14
Finances publiques							
Recettes totales (millions de gourdes)	6,332	7,722	10,503	12,474	16,253	20,414	23,667
Dépenses totales (en millions de gourdes)	8,589	10,377	14,150	17,165	19,247	21,204	28,471
Solde budgétaire (en millions de gourdes)	-2,257	-2,655	-3,647	-4,691	-2,994	-790	-4804
Pression fiscale	7.39%	8.21%	8.77%	8.89%	9.67%	10.18%	9.56%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

TABLEAU 21 (SUITE) : SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (2001 À 2007)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Secteur Social							
Population (en millions d'habitants)	8,124,307	8,293,292	8,373,750	8,455,963	8,538,984	8,622,820	8,707,476
Taux de croissance démographique	2.08%	2.08%	2.00%	2.00%	0.98%	0.98%	0.98%
PIB par habitant (en gourdes courantes)	10,420.46	11,113.08	14,301.60	16,602.13	19,678.45	23,247.15	28,427.18
PIB par habitant (en dollars courants)	408.81	374.18	340.27	450.90	457.21	594.10	794.98
Espérance de vie à la naissance (années)	52.4	52.6	49.1	49.4	51.6	52	59
Taux d'alphabétisation des adultes	48.8	49.8	50.8	51.9	51.9	51.9	51.9
Indice de développement humain	0.468	0.471	0.467	0.463	0.475	0.482	0.529
Taux de chômage	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

3. SITUATION ET PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE HAÏTIEN

1. ORIGINES DE L'ECART DE CAPACITE BENEFICIAIRE ENTRE 2008 ET 2009

	2010	Valeur	2009	Valeur
Source de performance comparative		comparative		comparative
Meilleur pricing des prêts			•	468,926
Meilleur rendement sur les placements			•	604,383
Meilleure composition de l'actif			•	669,828
Meilleure contribution des autres revenus	•	717,748		
Meilleur coût des fonds	•	309,075		
Meilleure composition du passif	•	74,840		
Meilleur contrôle des salaires			•	82,736
Meilleure productivité du personnel	•	513,897		
Meilleur contrôle des dépenses par succursale	•	44,701		
Meilleure productivité du réseau	•	1,360		
Meilleur contrôle des frais généraux directs	•	87,134		
Meilleure taille des comptes	•	348,742		
Ecart sur dépenses d'amortissement	•	49,138		
Plus faible provisionabilité des prêts improductifs			•	499,399
Plus faible improductivité du portefeuille	•	103,036		
Moins de perte d'intérêts sur prêts improductifs	•	87,531		
Meilleur taux d'imposition	•	222,451		
Effet base imposition	•	17,231		
Effet taille globale			•	104,248
Ecart de profit	•	147,365		

Comparaison de 2010 et 2009 sur la base de taille, de classement et du CAMEL

	2010	Niveau	2009	Niveau	
Plus grande part de marche en termes d'actif		100.00%		100.00%	
Meilleur classement en termes d'actif		NA		NA	
Plus grand réseau		183	●	140	
Meilleur classement en termes de réseau		1e		1e	
Meilleure capitalisation (non pondere)		6.31%	●	7.58%	
Meilleure capitalisation (Cooke)		14.81%	●	16.35%	C
Meilleure qualite de l'actif (plus faible taux d'improductivite)	●	4.88%		8.34%	A
Meilleur coefficient d'exploitation	●	69.21%		72.44%	M
Meilleure prime par unité de risque financier		0.0009	●	0.0012	E
Meilleure position liquiditaire	●	40.64%		35.42%	L

2. SECTEUR BANCAIRE : BILANS COMPARATIFS DES 10 DERNIERES ANNEES

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
ACTIF	0	0	1								
Disponibilités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Encaisse	1,538,804	1,561,760	2,196,238	2,998,830	2,750,731	3,131,439	3,294,450	3,071,935	5,411,267	6,070,633	3,521,563
Avoirs à la Banque	5,941,369	7,120,504	7,796,382	11,595,639	16,069,777	14,692,435	16,348,391	18,348,557	22,276,387	26,657,598	45,132,957
Avoirs à l'étranger	2,462,150	1,841,044	2,022,444	2,279,350	1,451,119	3,130,040	3,038,875	3,343,820	4,575,180	5,420,539	9,273,446
Avoirs dans les Banques locales	91,340	320,054	790,939	1,069,314	1,468,027	1,204,030	1,452,562	1,726,469	1,721,050	1,752,319	1,996,897
Autres Liquidités	558,133	619,413	740,796	1,052,053	714,218	1,005,051	1,057,011	1,715,074	1,586,337	1,207,864	1,236,779
	10,591,797	11,462,775	13,546,799	18,995,186	22,453,872	23,162,995	25,191,288	28,205,855	35,570,220	41,108,953	61,161,641
Bons B.R.H	1,358,623	2,777,000	3,151,417	3,818,000	3,543,775	5,527,100	7,912,057	9,535,871	9,908,262	10,000,146	9,027,391
Autres Placements	2,999,245	2,511,709	3,236,215	7,448,054	7,303,934	10,359,554	12,684,076	12,128,584	17,570,609	16,319,452	28,543,058
Portefeuille Net	11,377,844	10,576,882	12,161,804	16,228,318	17,059,241	20,724,021	21,188,137	23,312,989	30,230,409	34,600,943	29,504,334
Immobilisations	1,506,885	1,757,347	1,987,371	2,387,724	2,810,292	3,409,020	4,345,503	4,466,727	4,306,211	4,163,054	4,648,572
Autres Actifs	1,121,419	1,207,942	1,243,768	2,039,200	2,759,913	2,627,957	2,381,480	3,754,918	4,590,586	3,867,821	5,141,390
	18,364,016	18,830,880	21,780,575	31,921,295	33,477,155	42,647,652	48,511,253	53,199,090	66,606,076	68,951,416	76,864,744
Total Actif	28,955,813	30,293,655	35,327,374	50,916,481	55,931,027	65,810,647	73,702,541	81,404,945	102,176,296	110,060,369	138,026,385
PASSIF											
Dépôts											
A vue	5,732,862	6,087,013	8,268,676	11,073,165	13,002,482	16,697,376	18,168,706	20,041,585	32,682,459	37,050,006	58,360,149
Épargne	9,924,884	10,168,704	12,219,239	17,234,819	18,417,050	22,799,131	24,185,085	25,373,571	31,279,800	35,028,156	42,333,496
A terme	8,842,139	9,732,607	9,716,605	14,721,008	16,637,631	17,274,644	19,409,793	21,283,027	21,571,181	21,380,393	18,559,097
	24,499,886	25,988,324	30,204,520	43,028,992	48,057,163	56,771,151	61,763,584	66,698,182	85,533,441	93,458,555	119,252,742
Obligations à vue											
Banques locales	62,827	29,000	302,704	497,670	410,495	375,605	193,271	818,703	523,292	127,348	-
Banques à l'étranger	-	889	-	-	-	157,029	-	436,576	-	-	-
Autres	1,144,133	1,366,466	1,315,525	2,406,991	2,470,570	2,390,795	2,605,500	2,987,055	3,019,340	2,699,858	4,026,261
	1,206,960	1,396,356	1,618,229	2,904,660	2,881,065	2,923,430	2,798,771	4,242,334	3,542,632	2,827,206	4,026,261
Obligations à terme				#VALUE!	#VALUE!	#VALUE!	#VALUE!				
Banques locales	722,475	128,505	224,048	363,614	241,755	372,820	234,775	516,722	514,536	734,635	425,375
Banques à l'étranger	44,305	48,436	129,457	79,848	69,964	103,302	74,346	-	599,303	1,052,697	-
Autres	347,071	398,213	391,066	781,904	726,303	1,055,618	1,002,212	1,175,574	1,420,705	1,786,664	2,955,476
	1,113,851	575,155	744,571	1,225,366	1,038,022	1,531,740	1,311,332	1,692,296	2,534,544	3,573,996	3,380,851
Autres Passifs	685,155	578,003	719,640	1,027,235	1,007,272	1,288,244	3,299,413	2,309,637	3,037,983	1,861,215	2,660,415
	27,505,852	28,537,837	33,286,960	48,186,254	52,983,522	62,514,564	69,173,101	74,942,450	94,648,600	101,720,972	129,320,269
AVOIR DES ACTIONNAIRES											
Capital versé	843,977	904,916	933,316	990,815	1,127,938	1,408,213	3,861,594	2,182,360	2,436,579	3,356,180	3,047,393
Réserves	146,467	185,842	247,231	363,410	450,263	377,699	1,012,650	931,370	1,210,871	1,427,277	2,057,085
Surplus d'Apport	52,561	84,973	402,763	108,298	65,641	402,763	(1,042,550)	587,607	593,185	347,886	308,391
BNR	406,955	580,087	763,660	1,267,703	1,303,661	1,107,406	697,747	2,761,158	3,287,061	3,208,053	3,293,248
	1,449,959	1,755,817	2,040,411	2,730,225	2,947,503	3,296,081	4,529,440	6,462,495	7,527,696	8,339,396	8,706,117
Total Passif + Capital	28,955,811	30,293,654	35,327,371	50,916,479	55,931,025	65,810,645	73,702,541	81,404,945	102,176,296	110,060,368	138,026,385

3. SECTEUR BANCAIRE : COMPTES D'EXPLOITATION COMPARATIFS DES 10 DERNIERES ANNEES

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
MARGE NETTE D'INTÉRÊT											
Revenus d'intérêt/											
Prêts	1,757,653	2,431,003	2,188,746	3,120,670	3,486,213	2,773,314	3,224,539	3,471,564	3,654,934	3,805,440	3,346,227
Autres (incluant Bons B.R.H)	566,992	742,933	568,864	953,093	1,471,975	731,881	1,759,849	1,907,195	1,217,576	1,038,094	628,437
	2,324,645	3,173,936	2,757,610	4,073,763	4,958,188	3,505,196	4,984,389	5,378,760	4,872,511	4,843,534	3,974,664
Dépenses d'intérêt	925,122	1,440,463	907,849	1,399,232	2,225,525	987,321	1,374,567	1,643,263	1,104,073	751,546	500,326
MARGE NETTE D'INTÉRÊT	1,399,522	1,733,473	1,849,761	2,674,531	2,732,663	2,517,874	3,609,821	3,735,496	3,768,438	4,091,988	3,474,338
AUTRES REVENUS											
Commissions	264,605	342,353	358,879	565,869	599,670	691,307	862,944	956,449	1,133,084	1,338,466	1,373,553
Gain sur change	462,947	461,237	322,266	505,436	369,303	455,225	502,214	595,776	633,307	547,368	708,665
Autres	100,002	104,010	270,656	387,282	431,727	643,715	729,181	624,395	1,008,185	1,004,807	1,526,172
Autres revenus	827,554	907,600	951,800	1,458,588	1,400,699	1,790,247	2,094,339	2,176,620	2,774,575	2,890,642	3,608,390
PRODUIT NET BANCAIRE	2,227,076	2,641,073	2,801,561	4,133,119	4,133,363	4,308,121	5,704,160	5,912,117	6,543,013	6,982,630	7,082,728
Prov. pour créances douteuses	146,645	174,051	185,660	184,510	299,035	298,510	168,816	28,066	123,119	295,193	644,468
BÉNÉFICE AV. DÉP. D'EXPL											
& IMPOTS SUR LE REVENU	2,080,431	2,467,022	2,615,901	3,948,609	3,834,328	4,009,612	5,535,344	5,884,051	6,419,894	6,687,437	6,438,260
DÉP. D'EXPLOITATION											
Salaires et Avantage Sociaux	652,782	796,158	873,036	1,037,596	1,181,995	1,259,530	1,474,037	1,650,802	1,887,392	2,071,047	1,976,287
Frais de locaux	68,399	101,269	130,496	189,732	227,290	246,167	273,689	258,794	285,940	287,963	288,675
Amortissement	207,101	220,102	230,626	256,498	275,524	314,237	364,987	396,283	450,631	458,312	409,174
Autres dép. d'Exploitation	613,664	848,190	992,749	1,382,608	1,618,470	1,650,038	1,918,266	2,003,255	2,150,161	2,241,173	2,227,499
Total dépenses d'exploitation	1,541,946	1,965,718	2,226,907	2,866,434	3,303,279	3,469,971	4,030,979	4,309,133	4,774,123	5,058,494	4,901,634
BÉNÉFICE AV. Impots/Revenu	538,486	501,304	388,994	1,082,175	531,049	539,640	1,504,365	1,574,917	1,645,771	1,628,943	1,536,626
Impots sur le revenu	105,623	120,037	72,824	247,362	102,242	140,842	261,598	253,894	287,327	304,042	64,360
Valeur à régulariser	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôt net	105,623	120,037	72,824	247,362	102,242	140,842	261,598	253,894	287,327	304,042	64,360
BÉNÉFICE NET OU PERTE NETTE	432,863	381,267	316,169	834,813	428,807	398,798	1,242,767	1,321,023	1,358,443	1,324,901	1,472,266

Source : BRH

4. LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

Sigles ou Abréviations	Signification
Adm., adm.	Administration, Administratif
ANACAPH	Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes
ANIMH	Association Nationale des Institutions de Microfinance d'Haïti
BC	Banque Communautaire
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BIDC	Banque Intercontinentale de Développement Commercial
BNC	Banque Nationale de Crédit
BPH	Banque Populaire Haïtienne
BRH	Banque de la République d'Haïti
CA	Conseil d'Administration
CASF	Coefficient d'Autosuffisance financière
CASO	Coefficient d'Autosuffisance Opérationnelle
CEC	Caisse d'Épargne et de Crédit
CNC	Conseil Nationales des Coopératives
DAI	Development Alternatives, INC.
DID	Développement International Desjardins
FDI	Fonds de Développement Industriel
FENACAP	Fédération Nationale des Caisses Populaires
FHAF	Fonds Haïtien d'Aide à la Femme
FIDA	Fonds International de Développement de l'Agriculture
GS	Groupe Solidaire
IMF	Institution de Microfinance
Inst.	Institution
KNFP	Konsèy Nasyonal Finansman Popilè
MS	Mutuelle Solidarité
MSME	Micro, Small and Medium Enterprise
NA, na	Non applicable
ND, nd	Non disponible
ONG	Organisme Non Gouvernemental
Opér., opér.	Opérationnel
PAP	Port-au-Prince
PAR	Portefeuille à Risque
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
Portef.	Portefeuille
ROA	Return on Asset
ROE	Return on Equity
Sogebank	Société Générale de Banque, S.A.
TRB	Taux de Recouvrement Brut
TRC	Taux de Recouvrement Cumulé
TRI	Taux de Rendement Interne
TRN	Taux de Recouvrement Net
USAID	Agence Américaine pour le Développement International

5. LISTE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE COMPOSANT L'ECHANTILLON

SIGLE	NIM
FHAF	Fonds Haïtien d'Aide à la Femme
SFF	SEVIS FINANCYE FONKOZE
MCN	Micro Crédit National
SOCOLAVIM	Société Coopérative Lavi miyo
COSODEV	Société Coopérative pour le Développement
SOGESOL	Société Générale de Solidarité S.A
CONAC	Coopérative Na changé
FONDESPOIR	Fondespoir
ACLAM	World Concern Haiti/ACLAM
ACME	Association pour la Coopération avec la Microfinance
GTIH	Groupe Technologie Intermédiaire d'Haïti
FEMA	Finansman pou Ede Moun Avanse/World Relief
CEC	Coopérative des Enseignants des Cayes
CPSRM	Caisse Populaire Sainte-Rose de Maniche
SUCCES	SUCCES
KOTELAM	KOTELAM
CAPOSAC	Caisse Populaire Sainte-Anne de Camp-Perrin
ID	Initiative développement
KREDI POPILE	Banque de l'Union Haïtienne S.A/Kredi Popile
CECCOMH	CECCOMH
LUMUTEC	Lumière Mutuelle de Crédit
SOCOMEK	Société Coopérative Men Kontre
KOPLES	Koperaitv pou Lespwa
KPSEK	Caisse Populaire Ste-Hélène Carice
KEKAM	Kès epay ak kredi pou Avansman mamlad
CAPOSMA	Caisse Populaire Solidarité de St-Michel de l'Atalaye
FINCA HAITI	FINCA Haiti
GRAIFSI	Groupe d'Appui pour l'intégration de la femme du secteur Informel
COOPECS	Coopérative d'Epargne et de Crédit de Saint-Louis
COD/EMH	Bureau de Coord. des Programmes de l'Eglise Méthodiste d'Haïti
CPD	Caisse Populaire de Dauphin
KPLKM	Kès Popilè Leve Kanpe Milot
KPLAN	Kès Popilè Lazil NiP
CECAP	Caisse d'Epargne et de Crédit pour l'Avancement de Port-à-Piment
MCC	Micro Crédit Capital
SOCEM	SOGEM
KPD	Kès Popilè Dezam
CAPAJ	Caisse Populaire pour l'Avancement de Jérémie
KPL	Kès Popilè Lestè
CAMEC	CAMEC
CLEF	Caisse Léoganaise d'Epargne et de financement
CPSA	Caisse Populaire Ste-Anne
KAPOSOV	Caisse Populaire Solidarité Verrettes
ATPB	Asosyasyon Travayè Peyizan Bonbad
APLB	Asosyasyon Peyizan Le Blan
ADEPSCOJ	Association pour le Développement de la 1ère section de Jean Rabel
COCADAMA	Coopérative et Caisse Populaire et Agricole de dame Marie
UJBAM	Union des Jeunes de Bombardopolis pour un Avenir Meilleur
MODEL	Mouvman Pou Devlopman Lakay

SIGLE	NIM
KPFTB	Kès Popilè Fòs Trankil Bochan
KPSJ	Kès Popilè Setyèm Seksyon Janrabel
KONEKKO	Koperativ Nasyonal Epay Kredi ak Konsyomasyon
COPAM	Coopérative des Paysans Agriculteurs de Morne Rond
FONKOZE	Fondasyon Kole Zepòl
KPSP	Kès Popilè Sere Pwete
CPUP	Caisse Populaire Union de Plaisance
CAPOMA	Caisse Populaire Mont Carmel d'Arniquet
CREPES	Caisse Régionale pour la Promotion Économique et Sociale
CPDAM	Caisse Populaire de Dame-Marie
CPC	Caisse Populaire La Concorde
SOCOREDNO	SOCOREDNO
CAPOMAR	Caisse Populaire de Mare Rouge
COPECRA	Coopérative d'Épargne et de Crédit de la Petite Rivière de l'Artibonite
CPEJ	Caisse Populaire Espoir de Jacmel
CPACJ	Caisse Populaire Avenir de Cayes-Jacmel
CAPPEV	Caisse Populaire Petite Épargne de la Vallée
CECA-NIPPES	CECA-NIPPES
Coopeclas	Coopérative d'Épargne et de Crédit de Lascahobas
MCDFR	Mouvement Commun. pour le Développement de Fond Ramadoux
CRSM	Centre de Recherche pour Soutenir les Malheureux
KOSOL	Koperativ Solèy Leve
COMOG	Coopérative la Montagne Godette
CDPGJ	Coopérative pour le Dével. de la Pêche de Gros Sable Jean Rabel
AFR	Asosyasyon Fanm Remon
ODF	Organisation pour le Développement pour le Far West
CBEG	Coopérative Bonne Entente de Guinaudée
CODEB	Coopérative pour le Développement de Belle-Anse
KEPOMEK	Kès Popilè Men Kontre
CAPCOOP	Caisse du progrès de Carrefour
MUCEC	Mutuelle Croissance Economique de Code

SMG / UNIQ/HAÏTI MSME/USAID: ETUDE SUR LA MICROFINANCE EN HAÏTI

6. FORMULAIRE DE COLLECTE DE DONNEES AUPRES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

Caractéristiques institutionnelles

						Code	
1.	Nom			1A. Sigle			
2.	Nbre d'années d'activité générale		3. Nombre d'années en tant que IMF				
4.	Localisation du siège	A. Commune		B. Département			
5.	# de Bureaux dont le siège soc.		5A. À PAP		5B. Villes de prov.		5C. Zones rurales
6.	Nombre d'employés	Total		6A. Hommes		6B. Femmes	
7.						7. Actif total	
8.	Type d'institution (note 1)					9. Date du début de l'exercice fiscal	
#	But financier (à but lucratif =1 ou non lucratif 2)					10A. Affiliation (note 2)	

Outreach (Etendue et portée)

11. Nombre d'emprunteurs

Ventilation par sex des bénéficiaires et par méthodologie employée					
Méthodologie/sexe	11-1. Nombre d'emprunteurs (Hommes)			11-2. Nombre d'emprunteurs (Femmes)	
	au 30/9/2008		au 30/9/2007	au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Crédit direct individuel				
ii	Banque Communautaire				
iii	Groupe Solidaire				
iv	Mutuelles de Solidarité				
	Total	-		-	-

12. Le portefeuille brut (montant en HTG)

a) Ventilation par sex des bénéficiaires et par méthodologie employée					
Méthodologie/sexe	12-a-1. Portefeuille brut (Hommes)			12-a-2. Portefeuille brut (Femmes)	
	au 30/9/2008		au 30/9/2007	au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Crédit direct individuel				
ii	Banque Communautaire				
iii	Groupe Solidaire				
iv	Mutuelles de Solidarité				
	Total	-		-	-

b) ventilation par secteur d'activité				
Méthodologie/sexe		En % du portefeuille brut		
		au 30/9/2008		au 30/9/2007
i	Production	0.00%		0.00%
ii	Commerce			
iii	Services			
iv	Consommation			
v	Logement			
vi	Education			
Total		0.00%		0.00%

Note 1 / Type d'institution	
1	Caisse d'épargne et de crédit
2	Banque Filiale et satellite de banque
3	ONG
4	Fondation
5	Association
6	Autres

c) Ventilation par zone (urbaine ou rurale) - Nombre d'emprunteurs et volume de crédit						
Méthodologie/sexe		12-c-1. Nombre d'emprunteurs			12-c-2. Portefeuille brut	
		au 30/9/2008		au 30/9/2007	au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Port-au-prince					
ii	Provinces-zones urbaines					
iii	Zones rurales					
v	Total	-		-	-	-

13.

Nombre de déposants et de comptes

a) Nombre de déposants

Méthodologie/sexe		13-a-1. Nombre de déposants	
		au 30/9/2008	30/9/2007
	Déposants volontaires		
i	Déposants aux comptes bloqués		
ii	Total	-	-

b) Nombre de comptes

		13-a-2. Nombre de comptes	
		au30/9/2008	au 30/9/2007
	Comptes non bloqués		
	Comptes bloqués		
	Total	-	-

14. Volume de dépôts et autres ressources

Volume de dépôts

		14-a-1. Volume de dépôts	
		au 30/9/2008	au30/9/2007
	Déposants volontaires		
i	Déposants aux comptes bloqués		
ii	Total	-	-

b) Autres ressources financières

		Montant des autres ress. Financières	
		au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Emprunt à taux commercial (MLT)		
ii	Emprunt à taux concessionnel (MLT)		
iii	Emprunt CT à taux commercial		
iv	Emprunt CT à taux concessionnel		
v	Autres passifs		
vi	Subvention capitalisée		
vii	Fonds propres		
viii	Total	-	-

Qualité de l'actif

15. **Qualité de l'actif**

a) Qualité du portefeuille de prêts

	Méthodologie/sexe	Chiffres en HTG	
		au 30/9/2008	30/9/2007
i	Portef. avec plus de 30j d'arriérés		
ii	Montant des provisions		
	Montant des radiations de l'année		
iii	Total	-	-

b) Structure de l'actif

		Chiffres en HTG	
		30/9/2008	30/9/2007
i	Liquidité (encaisse+Banque)		
ii	Immobilisations nettes		
	Autres actifs improductifs par nature		
iii	Total actifs stériles	-	-
iv	Portefeuille net		
v	Placement à CT et à LT		
vi	Autres actifs productifs par nature		
vii	Total de l'actif productifs par nature	-	-
viii	Total	-	-

Structure des produits et des charges

Structure des revenus bruts et des charges

a) Structure des revenus bruts

	Type	Revenus bruts en HTG	
		ex.2006-2007	ex.2005-2006
i	Revenus d'intérêts sur prêts		
ii	Revenus de frais de dossiers		
iii	Autres revenus de crédit		
iv	Revenus d'intérêt sur placement		
v	Autres revenus		
vi	Total revenus	-	-
vii	Perte	-	-

b) Structures des charges

		Montant des c	
		ex.2006-2007	
i	Charges financières (dépendances d'int.)		
ii	Frais de personnel		
iii	Dépenses liées aux pertes sur prêts		
iv	Autres dépenses d'exploitation		
v	Total charges	-	-
vi	Bénéfice net (ou assimilé)	-	-

Marketing

Avez-vous les produits et services suivants

- i Transferts de fonds
- ii Change
- iii Assurance
- iv chèque

18. Utilisez-vous les technologies suivantes dans la livraison des services et dans le suivi des opérations

- i Guichet ambulant
- ii Technologies portables
- iii Téléphones cellulaires
- iv Services inter-caisses

v Coffre-fort

v Services informatisés

Taux de rémunération des épargnes et prêts

19-1. Taux d'int. moyen payé sur les dépôts

Taux d'intérêt sur l'épargne	Taux moyen
Epargne Volontaire	
Epargne bloquée	

19-2. Taux de rémunération des prêts

Taux d'intêts moyen sur les prêts	
Taux moyen de frais de dossiers	
Epargne bloquée en % du prêt	

Gouvernance et Ressources Humaines

20. Indiquer par un X la structure qui se rapporte le plus de

<input type="checkbox"/>	a	Assemblées	Conseil et Comités	Direction Gle	Directions Fonctionnelles	(4 niveaux)
<input type="checkbox"/>	b	Assemblées	Conseil et Comités	Direction Gle	ou bien Directions Fonct.	(3 niveaux)
<input type="checkbox"/>		Conseil	Direction Gle			
<input type="checkbox"/>	c	Direction Gle	Directions Fonctionnelles			(2 niveaux)
<input type="checkbox"/>	d	Responsables d'unités				(structure flat)

21.1 Nombre de membre dans le CA

21.2 Nombre de réunions par année

Nombre de membre dans le comité de crédit

22.2 Nombre de réunions par année

Nombre de membre dans le comité de crédit

23.2 Nombre de réunions par année

24. Veuillez fournir les informations suivantes concernant les outils de gestion administrative et financière utilisée

A. Outil de Gestion administrative

	Si c'est non applicable : NA
	Date
i	Dernière révision des procédures adm.
ii	Dernière révision des procéd. comptables
iii	Dernière révision du manuel du personnel
iv	Dernière révision du manuel du personnel
v	Nbre d'employés formés ces 2 dernières années

B. Outil de Gestion Financière

	Si c'est non applicable : NA
i	Base de votre budget (annuelle ou mensuelle)
ii	Sens de l'écart Budgétaire (Excédent ou déficit?)
iii	Montant de l'écart Budgétaire
iv	Dernière date de projections financières

C. Audit et evaluation

i	Date du dernier audit
---	-----------------------

ii	Date de la dernière évaluation
----	--------------------------------

25. Veuillez fournir les infos suivantes concernant la politique et les procéd. de crédit

26. Veuillez fournir les informations suivantes

A. Mise à jour des politiques et procédure de crédit
--

politique des taux d'intérêt sur prêts et le m

	Date
i Dernière révision de la politique de crédit	
ii Dernière révision des procédures de crédit	
iii Dernière formation du personnel de crédit	
iv Montant maximum de crédit par client	
v Montant minimum de crédit par client	
vi Durée minimum des prêts	
vii Durée maximum des prêts	

d'évaluation des dossiers

26A. Modalité de calcul des intérêts

i Intérêt flat

ii Intérêts prélevés d'avance

iii Intérêts sur le solde dégressif

iv Autre à préciser

B. Fixation des limites internes

	Minimum	Maximum
i Montant du crédit nécessitant l'approb. du Comité de Crédit		
ii Montant du crédit nécessitant l'approb. du CA		
iii Nbre de signatures requises pour l'approb. du crédit par le CA		
iv Nbre de signatures requises pour l'approb. du crédit par le CA		

26B. Mode d'évaluation des dossiers

i Traditionnel

ii Scoring

26C. Procédures d'approbation de dossiers

i Signatures simultanées lors de l'approbation

ii Collecte de signature de chaque

iii L'une et/ou l'autre

iv Non applicable

Nom de la personne responsable

Email

Téléphone 1

Téléphone 2

Pour toutes questions concernant ce formulaire contactez :

SMG-Haïti - 722-1907, 713-9938, 242-3242

[email : smg@smghaiti.com](mailto:smg@smghaiti.com)

martine@smghaiti.com

lhermite@smghaiti.com

Note 1/ Types d'institution

1	Caisse d'épargne et de crédit
2	Banque, filiale et satellite de banque
3	ONG
4	Fondation
5	Association
6	Autres

Note 2/ Affiliation

1	ANACAPH
2	ANIMH
3	DID
4	KNFP
13	ANACAPH/DID
24	ANIMH/KNFP
99	Autres

N.B

Si la question n'est pas applicable à votre institution, à l'espace réservé à la réponse, Inscrivez "NA"	NA
Si l'information n'est pas disponible au moment de remplir le questionnaire, à l'espace réservé à la réponse, inscrivez « ND »	ND

7. LES INTERVENANTS, PARTIES PRENANTES ET FACILITATEURS

1. SMG/UNIQ

Lhermite FRANCOIS	Chef de projet, Responsable de l'étude au niveau du SMG
Martine L. FRANCOIS	Assistant-chef de projet
Monique ST-Amand	Administration – Finance et contrôle de qualité
Joane Jean Claude	Opération de saisie et de traitement primaire des données

2. HAÏTI MSME

Greta Greathouse	Directeur, Représentante du Maître d'ouvrage

3. DID

Jocelyn Saint jean	Assistante technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de « Le Levier » et assistance à la collecte des données auprès des caisses sans affiliation

4. ANACAPH

Yolène JACQUET	Assistante technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de ANACAPH, et assistance à la collecte des données auprès des caisses sans affiliation

5. KNFP

Lionel Fleuristin	Assistance technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de KNFP

6. ANIMH

Winsor Calixte	Conseiller - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de l'ANIMH